



DES CHIFFRES

EDITO

Tunisie : des chiffres têtus, une stratégie à clarifier

SECTEURS

Tunisie : Olives, dattes, céréales... une récolte record en 2025 ?

SOCIETE

Mariages en chute, naissances en baisse : la Tunisie sous le seuil de renouvellement



COTUNACE

ASSURANCE CREDIT

Vendez en toute sécurité, la COTUNACE est à vos côtés

**NOUVELLE IDENTITÉ,
FIDÈLE À NOS VALEURS**

www.cotunace.com.tn



LE MAG

WEBMANAGERCENTER.COM - HEBDO N° 244 DU 6 NOVEMBRE 2025 - 4,90 DINARS

WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE

Rue Lac Victoria-
Rés.Flamingo les Berges du
Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 617
(+216) 21 18 18 18

Email : img@planet.tn
webmanagercenter.com

DIRECTEUR PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

REDACTION

Ali DRISS
Khmaies KRIMI
Hajer KRIMI
Sarrah BOUDALI

PHOTOS

Anis MILII

INFOGRAPHIE

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies
Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 4,90 Dinars

Abonnement annuel : 200 DT

01

EDITO

Tunisie : des chiffres têtus, une
stratégie à clarifier

02

A LA UNE

Tunisie : les chiffres alertent, mais les
réformes peuvent inverser la tendance

Tourisme : Les séjours courts, une niche
pas assez exploitée

03

ECO-FINANCE

Budget 2026 : entre plan de
développement et souveraineté
nationale, quelles orientations ?

04

LA TUNISIE QUI GAGNE

Ramzi Houidi, fondateur d'Inveep :
"Nous voulons libérer les entrepreneurs
de la paperasse"

05

SOCIETE

Mariages en chute, naissances en baisse :
la Tunisie sous le seuil de renouvellement

06

C'ETAIT EN...2003

Bourse en panne, compagnies aériennes
fragilisées et banques en mutation



VOLKSWAGEN DAYS

L'Excellence Allemande
au rendez-vous.

Profitez d'avantages clients exclusifs dans
nos showrooms Volkswagen.





Épargne

Placements

Le Guide
2024

Épargne retraite



Tunisie |

Des chiffres têtus, une stratégie à clarifier



La rentrée économique 2025 s'ouvre dans un climat social crispé et un dialogue de sourds entre l'État, les bailleurs, le patronat et les syndicats. Au moment où la commission des Finances est appelée à examiner la loi de Finances 2026, les orientations demeurent floues. Ce décalage entre discours rassurant et réalité des indicateurs nourrit l'incertitude : la Tunisie a besoin d'un cap lisible, pas d'incantations.

Inflation en reflux, économie en cash

Le repli de l'inflation à 5,3 % en juillet 2025 offre un répit. Mais la circulation fiduciaire franchit un seuil inédit, autour de 26 milliards de dinars fin août, en hausse de 15,1 % sur un an. Ce basculement vers le cash traduit la défiance vis-à-vis des paiements scripturaux, l'essor de l'informel et l'échec des solutions numériques à s'imposer. Autrement dit, l'économie respire un peu sur les

prix, mais s'asphyxie par l'opacité des transactions qui échappent à l'impôt et à la bancarisation.

Commerce extérieur sous pression, rente oléicole fragilisée

Le déficit commercial s'élargit à -9 413,9 MDT sur sept mois. L'huile d'olive illustre la vulnérabilité : volumes exportés en forte hausse au premier semestre 2025, mais prix moyens divisés par deux environ d'une année à

l'autre, entraînant une chute des recettes. La montée en gamme via l'huile conditionnée progresse trop lentement pour compenser l'effondrement des cours. Le pays exporte plus... pour gagner moins. Là encore, la dépendance à des marchés volatils pèse sur la trajectoire.

Énergie en berne, finances publiques sous tension

La production d'hydrocarbures recule (pétrole -13 % en juin sur un an ; gaz -8,6 %), renforçant la dépendance énergétique et pesant sur la balance commerciale. Côté finances publiques, les recettes fiscales augmentent au premier semestre, tandis que la compensation diminue grâce à la détente des cours. Mais le service de la dette extérieure bondit à 7 765 MDT, +18,4 % en un an. Le redressement reste donc fragile, contraint par des charges rigides et un accès limité au financement.

Un signal Fitch... et un test de cohérence

Le relèvement de la note souveraine de CCC+ à B- a valeur de signal. Il crédibilise la trajectoire externe, sans résoudre les fragilités internes : dette élevée, dépendance aux matières premières, marché financier étroit. Surtout, ce progrès technique ne vaut stratégie que s'il s'inscrit dans une cohérence assumée : renouer avec des partenaires et des réformes clairement hiérarchisées, ou revendiquer une voie autonome avec ses moyens et ses priorités.

Tourisme et agriculture : des gisements à organiser

Des leviers existent. Dans le tourisme, l'IACE met sur la table des créneaux à haute valeur ajoutée et l'hébergement alternatif ; les séjours courts offrent un antidote

à la saisonnalité, à condition d'encadrer une filière aujourd'hui informelle. En agriculture, olives, dattes et céréales peuvent soutenir l'activité si la logistique, le stockage et la valorisation locale sont au rendez-vous. Ces pistes exigent une exécution disciplinée, pas une énième étude.

Conclusion : dire où l'on va et comment

La Tunisie n'est pas condamnée à l'entre-deux. Elle a besoin d'un budget 2026 qui tranche : bancariser l'économie, élargir l'assiette, cibler les soutiens productifs, sécuriser l'énergie, valoriser ses filières. Parler vrai, fixer des priorités, mesurer les résultats. La lucidité ne suffit pas : il faut choisir—et tenir.





استري للتأمين
ASTRÉE ASSURANCES
Since 1949



Épargne plus

Investissez en toute sérénité



6,31% rendement net
servi en 2024

Tunisie |

Les chiffres alertent, mais les réformes peuvent inverser la tendance



C'est sur fonds de grèves (Tunis-Carthage) et menaces de mouvements contestataires (Syndicat de l'Enseignement), conjugués aux relations glaciales entre État, bailleurs de fonds, communauté d'affaires et syndicats, refroidissant tout engouement pour un réel investissement dans l'économie nationale, que démarre la reprise automnale en ce

septembre 2025. Aux cris d'alarme lancés par les économistes avisés, l'État répond : tout va bien dans le meilleur des mondes, notre économie se porte à merveille, nous devons compter sur nous mêmes et créer un nouveau modèle économique qui coupe avec tout ce que la planète terre, l'univers a connu à ce jour.

En ce lundi 1er septembre, journée durant laquelle se tient la réunion de la commission des Finances à l'ARP, la nouvelle loi des Finances 2026 est sur la table. Ceci alors que le ministère des Finances devait envoyer à l'assemblée les orientations générales de la loi en question avant le 31 juillet ne l'a pas fait. L'assemblée ignore à ce jour la direction que prendra la politique socioéconomique du pays pour l'année à venir. Dans l'attente, les déséquilibres économiques structurels du pays persistent et résistent aux discours par trop rassurants des décideurs politiques.

Hechmi Alaya, les énumère dans la dernière édition d'Ecoweek.

Monnaie et inflation : signaux positifs mais ...

Bonne nouvelle : l'inflation poursuit son reflux. En juillet 2025, elle est ressortie à 5,3 %, contre 5,4 % un mois plus tôt. En revanche, la circulation fiduciaire bat des records. La masse de monnaie manuelle (billets et pièces) à franchise pour la première fois la barre des 26 milliards de dinars fin août, en hausse de +15,1 % sur un an. En sept ans, le volume de cash a plus que doublé (12,9 MDT en 2018). Cette explosion du cash traduite à la fois le recul des moyens de paiement scripturaux, l'échec des solutions numériques, l'essor de l'informel et la quasi-normalisation avec les transactions en espèces entre contrebandiers qui ne sont nullement inquiétés par les lois contre la corruption ou les malversations.

« L'inflation recule, mais la masse de cash en circulation bat tous les records. »

Un commerce extérieur, toujours sous pression

Le déficit commercial qui s'élargit à -9 413,9 MDT, contre

-8 291,1 MDT un an plus tôt. Les sept premiers mois de 2025, les importations ont progressé de +1,7 %, atteignant 47 671,4

« La loi de Finances 2026 reste une énigme, malgré les urgences économiques. »

Huile d'olive : les volumes en hausse, les cours mondiaux en baisse

La campagne oléicole 2024/25 a livré une production de 215 000 tonnes, en baisse de -10,4 % par rapport à l'année précédente. Pourtant, les volumes exportés ont fortement augmenté au premier semestre 2025, atteignant 207 100 tonnes (+61,1 % sur un an).

Mais la chute spectaculaire des prix internationaux a changé la donne. Le prix moyen de la tonne d'huile d'olive tunisienne exportée est passé de 26 422 dinars en 2024 à seulement 12 975 dinars en 2025, soit une contraction de -50,9 %. En conséquence, les recettes d'exportation se sont établies à 3 190 MDT, en baisse de -27,7 %.

L'huile conditionnée, qui représente **13,9 % des volumes**, contribue à **20,8 % des recettes**, confirmant l'intérêt d'une montée en gamme mais insuffisante pour

compenser la dégringolade des cours mondiaux.

Balance commerciale alimentaire : bilan mitigé

La balance commerciale alimentaire selon les informations publiées par l'ONAGRI a affiché un excédent de 821,1 MDT sur les sept premiers mois de 2025, contre 1 729,2 MDT un plus tôt, avec un taux de couverture de 121,8%. Cette baisse s'explique par le recul des exportations d'huile d'olive (-11,1%), de dattes (-12,1%) et de produits de la pêche (-1,7%), malgré la diminution des importations de céréales (-22,2%), de sucre (-16,6%) et d'huiles végétales (-12,2%). La part des exportations alimentaires dans le commerce extérieur s'est répercutée à 12,2%, et celle des importations à 7,7%. Les achats céréaliers ont chuté de 22,2% en valeur et 19,2% en volume, avec des prix en baisse pour le blé dur (-17,9%) et le blé tendre (-1,1%), mais en hausse pour l'orge (+6,2%) et le maïs (+9,7%). Les prix moyens ont aussi évolué : +17,2% pour les huiles végétales et -22,8% pour le sucre.

« La Tunisie exporte plus d'huile d'olive que jamais, mais gagne deux fois moins. »

Hydrocarbures : goulotte de la production

Les réalisations du secteur des hydrocarbures-devons-nous dire réalisations ? -ont reculé de manière constante depuis que les illuminés (sic) de l'ARP de la première assemblée post-chute du régime en 2011 ont décrété que les produits miniers appartenaient au peuple et que toute concession doit être approuvée par leurs brillants esprits. Conséquence, d'année en année, la production a baissé renforçant la dépendance énergétique de la Tunisie à l'Algérie.

Au mois de juin 2025, la production pétrolière s'est limitée à 99 300 tonnes, en recul de -13,0 % par rapport à juin 2024. Le gaz naturel suit la même tendance, avec 114 500 tonnes équivalent pétrole (TEP) produites, soit -8,6 % sur un an.

« La dépendance énergétique à l'Algérie ne cesse de s'accroître. »

La production d'électricité a également fléchi de -1,5 % en juin. Une baisse qui pèse lourdement sur la balance commerciale.

« Les déséquilibres structurels persistent, malgré des discours politiques rassurants. »

Finances publiques : recettes fiscales et dettes en hausse, subventions en baisse

Les recettes fiscales ont progressé de **+12,7 %** sur le premier semestre 2025, atteignant **25 237 MDT**. Les dépenses de compensation ont pour leur part baissé à **1 447 MDT** (-48 %), principalement grâce à la baisse des subventions sur les hydrocarbures, conséquence de la détente des cours mondiaux. Toutefois, le poids du service de la dette extérieure continue de grimper : **7 765 MDT** sur les six premiers mois de l'année, soit une hausse de **+18,4 %** par rapport à 2024.

Une économie en quête de stabilité !

Les chiffres de l'été 2025 confirment la fragilité de l'économie tunisienne. Le reflux de l'inflation et la stabilité du dinar apportent un peu de répit aux ménages et aux entreprises. Mais les fondamentaux restent préoccupants : dépendance énergétique, déficit commercial croissant, dette extérieure lourde, système éducatif en crise.

A quand, de véritables réponses loin des déclarations d'intention, des promesses irréalisables et des stratégies économiques populistes et réductrices pour un pays au fort potentiel tel que la Tunisie ?

Amel Belhadj Ali

en bref

Chiffres clés

- **5,3 %** — Taux d'inflation en juillet 2025, en léger recul.
- **26 milliards TND** — Volume de cash en circulation, en hausse de +15,1 % en un an.
- **-9 413,9 MDT** — Déficit commercial tunisien sur les sept premiers mois de 2025.
- **-50,9 %** — Chute du prix moyen de la tonne d'huile d'olive exportée en 2025.
- **7 765 MDT** — Montant du service de la dette extérieure au 1er semestre 2025 (+18,4 %).



Audi Tunisie dévoile trois nouveautés majeures



Dans le cadre d'un événement exclusif organisé au Pavillon Gammarth, Audi Tunisie a présenté, en avant-première, trois nouveaux modèles qui marquent une étape clé dans l'évolution de sa gamme : la Q6 Sportback e-tron, la A6 Sportback e-tron et la nouvelle Audi A5 thermique.

Ce lancement consolide la stratégie d'extension du portefeuille électrique de la marque tout en préservant son héritage premium sur le segment thermique.

Première Audi issue de la nouvelle plateforme 100% électrique PPE (Premium Platform Electric), la Q6 Sportback e-tron s'impose comme un concentré de technologie et de design progressif. Elle incarne

l'engagement d'Audi à proposer une mobilité plus durable sans compromis sur la performance, le confort et le raffinement.

De son côté, la A6 Sportback e-tron élargit le territoire du luxe électrique, avec une ligne épurée et une autonomie pensée pour les trajets quotidiens comme pour les longs parcours.

La nouvelle A5, motorisation thermique, conserve quant à elle l'ADN dynamique et sportif emblématique d'Audi, offrant une expérience de conduite expressive et élégante.

M. Anouar Ben Ammar, Directeur Général d'Ennakl Automobiles, représentant officiel d'Audi en Tunisie, a déclaré :

« Avec le lancement simultané de la Q6 Sportback e-tron, de la A6 Sportback e-tron et de la nouvelle A5, nous franchissons une nouvelle étape dans la montée en gamme d'Audi en Tunisie. Ces trois modèles illustrent l'équilibre que nous proposons aujourd'hui : la vision électrique d'avenir et l'ADN sportif intemporel de la marque. Notre objectif est d'offrir aux clients tunisiens des expériences automobiles qui allient émotion, innovation et excellence technologique. »

La soirée s'est déroulée dans une atmosphère immersive réunissant médias, leaders d'opinion, créateurs de contenu et partenaires stratégiques. Les invités ont pu découvrir les véhicules dans une scénographie élégante reflétant l'univers premium d'Audi, alliant lumière, technologie et sophistication.

Les finitions disponibles en Tunisie :

- **Audi Q6 Sportback e-tron:** à partir de 289 000 TND TTC
- **Audi A6 Sportback e-tron :** à partir de 269 000 DT
- **Audi A5 Berline :** à partir de 259 000 DT



Le secteur a plus besoin d'une vision que d'études stratégiques conjoncturelles



Depuis l'identification, dans les années 80, des limites du balnéaire, sur la base duquel a été promu le tourisme tunisien dans les années 60 et 70, et partant de l'impossibilité de continuer sur cette

voie, de nombreux travaux de réflexion ont été entrepris pour remédier à la monotypie du secteur. Le résultat est, toutefois, décevant : rien n'a pratiquement changé.

Des études stratégiques multiples

Pourtant, l'ensemble des parties concernées par le développement du secteur—État tunisien, bailleurs de fonds (Banque mondiale...), agences de coopération internationale (JICA japonaise,

GIZ allemande, AFD française...), agences onusiennes spécialisées (Programme des Nations unies pour l'environnement), agences de notation, experts, architectes et experts indépendants — ont pris l'initiative d'élaborer de nombreuses études stratégiques.

Diagnostic récurrent des vulnérabilités

Ces études, concoctées sur la base des vulnérabilités structurelles du secteur, estiment que l'industrie touristique tunisienne est un modèle économique à rénover. Ce secteur souffre de problèmes structurels : surcapacité hôtelière sur le littoral (90 %), faible diversification du produit touristique, pouvoir de négociation défavorable des prix de vente pour les hôteliers, stratégie marketing étroite et endettement élevé des entreprises hôtelières.



« De nombreux travaux de réflexion ont été entrepris pour remédier à la monotypie du secteur. Le résultat est, toutefois, décevant : rien n'a pratiquement changé. »

Des pistes de réforme

Tout en reconnaissant la solidité du secteur comme levier de développement pérenne, ces études recommandent l'exploration de pistes pour aider la Tunisie à faire face à la concurrence internationale et à augmenter la valeur ajoutée de cette activité. Dans le détail, elles suggèrent d'agir sur quatre volets : territorialisation (tourisme des régions) et diversification (création de nouveaux produits), gestion intégrée de la qualité, innovation et formation.

Une situation inchangée

Malheureusement, au regard des résultats sur le terrain et après une prise de conscience, depuis presque un demi-siècle, des vulnérabilités structurelles, la situation est toujours la même. Le secteur demeure monotypique, axé sur le balnéaire.

Les solutions pragmatiques récentes

Au niveau de l'État tunisien, au moins deux études stratégiques ont été mises au point ces quinze dernières années (2011–2025).

L'étude de l'ère Nejla Bouden

La plus récente a été élaborée au temps de la cheffe du

gouvernement Nejla Bouden (2022–2023). À la lire de près, cette étude, menée à la hussarde semble-t-il, est une véritable « feuille de chou », juste une liste de généralités et de professions de foi galvaudées.



« Ce secteur souffre de problèmes structurels: surcapacité hôtelière sur le littoral (90 %), faible diversification du produit touristique... »

L'initiative de l'IACE

Le think tank, l'Institut arabe des chefs d'entreprises (IACE), a fait mieux que le gouvernement en proposant, lors de son 9^e forum (18 septembre 2025), des actions pragmatiques et applicables. L'Institut, qui a investi dans ce qui est possible, a opté pour une approche réglementaire chiffrée de créneaux à haute valeur ajoutée, insuffisamment exploités : tourisme de haut de gamme, tourisme de santé et de retraite, maisons d'hôtes, tourisme rural et chez l'habitant.

Concrètement, ces recommandations, si elles sont réalisées, permettront de générer des recettes totales de l'ordre de 13,17 milliards de dinars à l'horizon 2030, soit 24,45 % des recettes totales du secteur.



« **Malheureusement, la situation est toujours la même. Le secteur demeure monotypique, axé sur le balnéaire.** »

L'étude de 2011

La deuxième étude stratégique, effectuée en 2011 par le ministère du Tourisme, a mis l'accent sur l'intérêt à développer des filières à portée de main, comme les séjours courts et le tourisme des régions. Elle recommande aussi aux hôteliers de faire preuve d'innovation, de s'appuyer sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, d'être à l'écoute des attentes de la clientèle et d'adopter des technologies

permettant de pérenniser l'activité touristique.

Enfin, elle insiste sur la formation, gage de nouvelles figures professionnelles capables de créer des compétences dans le domaine du patrimoine, du tourisme et de l'environnement.

Le défi de la vision

Au-delà des conclusions des différentes études stratégiques, ce ne sont pas les solutions qui manquent. Ce qui fait défaut, c'est une vision sur plus de 25 ans et une volonté politique capable de confirmer, voire d'imposer, le tourisme comme levier de développement pérenne et à portée de main.

Abou SARRA

en bref

- **Le tourisme** tunisien reste centré sur le balnéaire malgré 40 ans d'études.
- **Les vulnérabilités structurelles identifiées** : surcapacité, faible diversification, endettement.
- **L'étude de 2011** proposait innovation, séjours courts, tourisme régional et formation.
- L'IACE, en 2025, a avancé **des solutions pragmatiques chiffrées** : haut de gamme, santé, rural, maisons d'hôtes.
- **Les recettes projetées** atteindraient 13,17 milliards de dinars en 2030, mais l'absence de vision et de volonté politique bloque la transformation.



CONTACT US



WMC
Lemag





Afrique |

Quand les cybercriminels brouillent la frontière entre vie pro et vie perso



La transformation numérique en Afrique est spectaculaire. Du mobile money aux services publics en ligne, des millions de citoyens et d'entreprises basculent chaque année vers le digital. Mais cette révolution attire aussi les cybercriminels, qui exploitent autant la sphère professionnelle que la vie personnelle des utilisateurs.

Des chiffres qui inquiètent

Selon [INTERPOL](#), plus de 30% des crimes signalés en Afrique de l'Ouest et de l'Est en 2025 relèvent

désormais du cyberespace. Les escroqueries en ligne, la fraude au président (ou Business Email Compromise), les rançongiciels et la sextorsion dominent le paysage. Près de 90% des pays africains estiment leurs capacités d'enquête et de poursuite encore insuffisantes face à ces menaces.

Les opérations Serengeti menées par INTERPOL et Aripol en 2024 puis en 2025 ont permis l'arrestation de plus de 2200 suspects sur le continent, l'identification de dizaines de milliers de victimes

et la récupération de près de 300 millions de dollars liés aux [cyberfraudes](#).

Professionnel ou personnel: les mêmes recettes

Dans les entreprises africaines, l'hameçonnage par e-mail reste le point d'entrée le plus fréquent, parfois suivi d'une fraude au président où un faux dirigeant réclame un virement urgent. Les rançongiciels continuent, eux, de paralyser des organisations entières en quelques heures.

Dans la vie privée, le décor change mais la mécanique reste la même. Les cybercriminels utilisent WhatsApp, Telegram ou de simples SMS pour proposer de faux emplois ou de prétendus gains rapides. Ils s'attaquent aussi aux systèmes de mobile money en se faisant passer pour un opérateur télécom, ou recourent à la sextorsion en menaçant de diffuser des images intimes.

Leur stratégie est toujours identique : exploiter la confiance, jouer sur l'urgence et la peur, pousser la victime à l'erreur.

Quand un cas personnel devient un problème collectif

En 2023, au Kenya, une série d'attaques par déni de service distribué a paralysé la plateforme gouvernementale eCitizen, utilisée par des millions de citoyens pour plus de 5000 démarches. L'épisode a montré combien une attaque visant des usagers pouvait rapidement bloquer toute une [économie](#).

Deux ans plus tôt, en Afrique du Sud, le groupe public Transnet avait dû déclarer la force majeure après une cyberattaque ayant frappé ses terminaux portuaires à conteneurs. Là encore, une attaque contre un système interne a eu des conséquences massives sur la [chaîne logistique régionale](#).

Ces cas rappellent une réalité africaine : le smartphone unique sert souvent à tout, des e-mails d'entreprise aux conversations familiales, en passant par les transactions financières. Une compromission dans la sphère privée peut ainsi se transformer en incident professionnel majeur.

Un défi culturel autant que technique

« En Afrique, la frontière entre l'usage professionnel et personnel du numérique est presque inexistante. Un même smartphone

sert à gérer les finances d'une PME le matin et à recevoir des messages WhatsApp le soir. C'est précisément cette porosité que les cybercriminels exploitent », explique Benoit Grunemwald, expert en cybersécurité chez ESET Afrique Francophone.

Le défi est renforcé par la fracture numérique. Le rapport 2024 de la GSMA sur l'état de la connectivité mobile souligne que seuls 27 % des habitants d'Afrique subsaharienne utilisaient l'internet mobile fin 2023, et que l'« [usage gap](#) », c'est-à-dire la part de la population vivant sous couverture mobile mais n'utilisant pas l'internet, atteignait encore 60 %. Autrement dit, des millions de primo-utilisateurs découvrent le web sans bagage de cybersécurité..

Comment renforcer la résilience ?

Pour contenir ces menaces, plusieurs pistes concrètes existent :

- Former en continu, en se concentrant sur les risques les plus fréquents comme le phishing, la fraude au président, la sextorsion ou les fraudes au mobile money.
- Simuler régulièrement des attaques, par exemple avec des e-mails ou des SMS factices, afin de tester la vigilance des utilisateurs.

- Simplifier le signalement grâce à un bouton unique ou un canal clair, tout en instaurant une culture « zéro blâme ».
- Encourager la séparation entre usages professionnels et personnels par des mots de passe distincts, l'activation systématique de l'authentification à deux facteurs et, quand c'est possible, l'isolement des applications professionnelles.
- S'appuyer sur les efforts collectifs, car les opérations Serengeti démontrent que la coopération entre gouvernements, forces de l'ordre et secteur privé peut porter ses fruits.

La cybercriminalité en Afrique ne distingue pas entre le professionnel et le personnel : elle cible l'individu, qu'il soit salarié ou simple utilisateur de WhatsApp. Pour les organisations comme pour les États, la clé réside dans la sensibilisation des utilisateurs et la reconnaissance de cette porosité. Former, informer et responsabiliser les citoyens et les employés constitue la meilleure défense pour que l'Afrique tire pleinement profit du numérique sans en subir les dérives.

Les séjours courts, une niche pas assez exploitée



spectacle est le même. De longues files de bus attendent tôt le matin ou la nuit pour transporter une clientèle diversifiée : jeunes, couples, groupes d'amis, professionnels, et même des familles.

Un besoin croissant d'évasion

Une chose est sûre : les Tunisiens, du sud au nord, sont de plus en plus nombreux à ressentir un besoin de s'évader et de passer le week-end en dehors de leur ville natale ou de leur lieu de travail. Plus simplement, la demande est très forte et à portée de main.

Au commencement ce constat : depuis l'institution, au mois de mai 2012, par le ministre de la Réforme administrative de l'époque, Mohamed Abbou, de la semaine des cinq jours comme régime officiel du secteur public, les Tunisiens ont tendance à exploiter les week-ends prolongés pour voyager à l'intérieur du pays. Les bus pris d'assaut dans

les grandes villes

Il suffit de faire un tour, vendredi soir et à l'aube de chaque samedi et de chaque dimanche, du côté du jardin Habib Thameur (à Tunis), pour constater le nombre impressionnant de bus qui vont transporter des Tunisois vers les destinations touristiques du pays : sites archéologiques, musées, sites naturels et autres.

Dans les autres villes du pays, à Sfax, tout comme à Sousse, à Bizerte, au Kef, à Monastir, à Kairouan, à Mahdia, à Nabeul..., le

En Europe, une industrie bien encadrée

En Europe, ce type de tourisme est une véritable industrie prospère. Elle présente l'avantage d'être bien réglementée. Les jeunes qui peuvent supporter de dormir dans les bus sont les plus enclins à recourir à ce genre de tourisme pour découvrir, au moindre coût, les capitales et les meilleurs sites touristiques européens.

Une filière tunisienne sous-exploitée

En Tunisie, cette niche est sous-exploitée. L'informalité y règne. Des particuliers prennent souvent l'initiative de louer des bus aux sociétés de transport et de transporter les voyageurs-visiteurs.

En l'absence de contrôle, des drames peuvent arriver. Tout le monde a encore en mémoire l'accident de route d'un bus à Aïn Snoussi-Amdoun (Nord-Ouest de Tunisie). Cet accident, survenu le 1er décembre 2019, a fait trente morts ainsi que quinze blessés.

L'enjeu serait donc pour le ministère du Tourisme d'encadrer en toute urgence cette filière et d'établir des normes réglementaires rigoureuses.

Le potentiel des courts séjours

L'idéal serait d'étendre ce type de tourisme vers d'autres produits. Il s'agit de promouvoir ce que les professionnels appellent « le tourisme des séjours courts » : escapades de courte durée, souvent de quelques jours à une semaine.

Ces séjours, qui ne cessent de gagner en popularité, sont encouragés par des emplois et des modes de vie plus flexibles

(télétravail). Les voyageurs d'aujourd'hui recherchent davantage de pauses courtes pour s'évader du quotidien.

Des formules diversifiées

Au nombre de ces séjours courts figurent pêle-mêle les week-ends prolongés, les occasions spéciales (mariages), le tourisme agro-écologique (observation et exploration de la nature, chasse, pêche, randonnées, gastronomie locale...), le tourisme culturel et de patrimoine (visite de sites archéologiques...), les thérapies douces (thalasso, argilo).

Mention spéciale pour ce dernier produit : au regard de la forte attractivité confirmée des bains maures pour les Tunisiens et les étrangers, des professionnels proposent de construire, dans toutes les villes et villages touristiques de Tunisie, « les plus beaux hammams du monde ». Le retour d'investissement est garanti, d'après eux.

Un levier contre la saisonnalité

Par ailleurs, les courts séjours touristiques ont un impact positif considérable sur la saisonnalité du tourisme tunisien. Ils permettent aux hôteliers de diversifier leur clientèle et de remplir leurs hôtels en période touristique creuse.

Une tendance durable

Cela pour dire, au final, que ce soit pour assister à un événement ou simplement pour se ressourcer le temps d'un week-end, les courts séjours font désormais partie des tendances touristiques qui connaissent, de nos jours, le plus de succès.

Une opportunité pour les hôteliers La balle est désormais dans le camp de nos hôteliers pour présenter des offres promotionnelles et en tirer le meilleur profit.

en bref

- Depuis 2012, les week-ends prolongés stimulent le tourisme intérieur.
- Les bus remplis de voyageurs illustrent une forte demande nationale.
- La filière reste informelle et marquée par des risques de sécurité.
- Les courts séjours diversifiés (nature, culture, bien-être) gagnent en popularité.
- Ils permettent de réduire la saisonnalité et d'offrir de nouvelles opportunités aux hôteliers.



بنك تونس والإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats

La Banque de Tunisie et des Émirats (BTE) s'associe à FinConnect pour le déploiement de la solution innovante ALM



www.bte.com.tn



71 112 000

La Banque de Tunisie et des Émirats (BTE) annonce la signature d'un partenariat stratégique avec la **Fintech FinConnect Financial Solutions** pour la mise en œuvre de sa solution **FinConnect-ALM™ (Asset & Liability Management)**.

Cette solution intégrée et innovante permettra à la BTE de renforcer son dispositif de gestion des risques et d'optimiser

la rentabilité de ses activités, dans un contexte réglementaire et prudentiel de plus en plus exigeant.

Une solution de pilotage moderne et collaborative

FinConnect-ALM™ est une plateforme full web, modulaire et hautement automatisée qui offre :

- Une **gestion centralisée et fiable des données**,
- Une **mesure proactive des risques** (liquidité, taux, concentration, marché),
- Des **scénarios de stress test avancés**,
- Des outils performants pour le **suivi de la rentabilité et de la performance**,

- Un **reporting automatisé** conforme aux exigences internes et réglementaires.

Grâce à ce partenariat, la BTE pourra ainsi :

- Améliorer la qualité et la rapidité de ses décisions stratégiques,
- Renforcer la gouvernance et la transparence,
- Répondre efficacement aux besoins de reporting du comité ALCO **Asset and Liability Committee** (Comité de gestion actif-passif), de la Direction Générale et des autorités de supervision.

Un partenariat au service de la performance

Pour la BTE, ce projet s'inscrit dans sa stratégie de transformation digitale et d'innovation continue, avec pour ambition d'aligner sa gestion actif-passif aux meilleures pratiques internationales, tout en assurant une croissance durable et maîtrisée.

De son côté, FinConnect met à disposition son expertise et son savoir-faire reconnu en matière de solutions technologiques dédiées aux institutions financières, déjà adoptées par plusieurs banques et institutions dans plus de 11 pays.

Déclarations

Mme Feriel Chabrak, Directrice Générale de la BTE, a déclaré :

« *Ce partenariat illustre notre volonté de renforcer notre capacité de pilotage et de décision, dans une logique d'efficacité, de conformité et de création de valeur pour nos clients et nos parties prenantes.* »

Mr Taha Bennisr, Directeur Associé de FinConnect, a ajouté :

« *Nous sommes fiers d'accompagner la BTE dans ce projet structurant. FinConnect-ALM™ apportera à la banque une vision intégrée de ses risques et de sa rentabilité, lui permettant d'affronter sereinement les défis réglementaires et stratégiques à venir.* »



Tunisie - Classement Fitch |

Un signal de confiance... à double tranchant



La Tunisie a franchi un palier dans son évaluation financière internationale mais cela ne veut pas dire pour autant que ses tourments économiques sont totalement dépassés.

Le principal critère pris en compte par les agences de notation comme le savent économistes et experts en finances est la capacité des États à rembourser leurs dettes et jusque là,

la Tunisie s'en est sortie haut la main, mais jusqu'à quand, aux dépens de qui et de quoi et par quels sacrifices ?

Le 12 septembre 2025, l'agence Fitch Ratings a relevé la note de crédit à long terme du pays, passant de « +CCC » à « B- », avec une perspective stable. Ce changement, salué par les milieux gouvernementaux, est présenté comme une reconnaissance des efforts de redressement économique. Mais derrière cette annonce, se cache une réalité plus complexe, et surtout des questions essentielles : quel est le public visé et qui cherche-t-on à convaincre ?

Lecture technique pour des indicateurs en amélioration

Comme l'ont bien expliqué les économistes Ridha Chkondali et Aram Belhadj, la révision de la note de CCC+ à B- marque une avancée mais beaucoup reste à faire car la capacité de rembourser les emprunts extérieurs ou comme l'explique M. Belhadj, « Le taux de croissance réalisé par une économie n'a que peu de sens face à la détérioration des indicateurs du commerce extérieur, du solde courant, de la montée de la pauvreté et de la répartition inéquitable des richesses ».

La révision de la note souveraine de la Tunisie repose sur des éléments macroéconomiques tangibles : **réduction du déficit courant à 1,5 % du PIB en 2024, amélioration du solde**

des services et des transferts des expatriés, résilience des investissements directs étrangers malgré l'absence de financement sur les marchés depuis 2021 et la baisse progressive des besoins de financement du budget.

« Le taux de croissance réalisé par une économie n'a que peu de sens face à la détérioration des indicateurs du commerce extérieur, du solde courant, de la montée de la pauvreté et de la répartition inéquitable des richesses. » — Aram Belhadj

Pour l'agence de notation, ce sont des signaux encourageants qui traduisent une meilleure gestion des équilibres extérieurs, une capacité à maintenir les réserves en devises et une relative stabilité dans le service de la dette.

« La révision de la note de CCC+ à B- marque une avancée technique. Mais beaucoup reste à faire, car la capacité de rembourser les emprunts extérieurs ne garantit pas une amélioration réelle de la situation sociale et économique. »

Fitch anticipe même une reprise des flux financiers extérieurs et une réduction des pressions sur les finances publiques à l'horizon 2027. Mais cette amélioration ne doit pas masquer les fragilités structurelles.

La Tunisie reste confrontée à :

- **une dépendance aux fluctuations des prix** des matières premières, notamment énergétiques ;
- **un accès limité aux marchés financiers** internationaux, faute de réformes structurelles profondes ;
- **une dette publique qui reste élevée** (83 % du PIB en 2025), malgré une légère baisse ;
- **une structure budgétaire rigide**, où les salaires, les intérêts et les subventions absorbent 93 % des recettes ;
- **une absence de réforme du système de subvention**, qui rend le budget vulnérable aux chocs externes ;
- **un classement** (rang 16) qui parle aux bailleurs, pas aux citoyens.

Les notations sont conçues pour que les investisseurs, les agences de financement et les institutions internationales puissent évaluer le risque pays. Elles évaluent la solvabilité de l'État, sa capacité

à honorer ses engagements dans l'ignorance totale des réalités sociales et économiques vécues par les citoyens. Elles ne disent rien sur le chômage, la qualité des services publics ou le pouvoir d'achat.

Une stratégie économique à clarifier

Si le gouvernement considère cette amélioration comme un levier pour renouer avec le FMI ou les marchés internationaux, il doit l'assumer pleinement mais ça ne semble pas être le cas car la coupure des ponts avec le FMI est considérée comme un regain de souveraineté et une victoire sur l'aliénation aux bailleurs de fonds internationaux.

Ceci alors que les conditions qui ont permis cette reclassification — maîtrise des dépenses, gel des recrutements, réduction des

subventions — sont précisément celles exigées par les bailleurs. "Cette orientation entre en contradiction avec le discours officiel du Président de la République, qui rejette toute forme de dépendance au FMI. Ce paradoxe brouille la lisibilité de la stratégie économique nationale" estime M. Chkondali

Parler vrai, parler juste

La Tunisie a besoin de clarté. Si le discours est tourné vers l'extérieur, cette note est un succès. Mais si le gouvernement s'adresse aux Tunisiens, alors il doit répondre à leurs attentes concrètes : emploi, pouvoir d'achat, dignité sociale. Le classement Fitch est un outil, pas une finalité. Il ne deviendra un véritable levier de développement que s'il s'inscrit dans une vision cohérente, inclusive et centrée sur l'humain.

Amel Belhadj Ali

en bref

Chiffres clés

- **12 septembre 2025** — Fitch relève la note de la Tunisie de CCC+ à B-.
- **1,5 % du PIB** — Déficit courant en 2024, en baisse.
- **83 % du PIB** — Niveau de la dette publique en 2025.
- **93 % des recettes** — Absorbés par salaires, intérêts et subventions.
- **Rang 16** — Position de la Tunisie dans le classement Fitch.

Nouveau AUTOMOBILE 2025

Thermique,
Hybride,
Electrique

marques,
innovations,
chiffres clés !



www.webmanagercenter.com



Pause technique ou amorce d'une tendance durable ?



Les cours du pétrole ont connu un léger repli jeudi 25 septembre 2025, après avoir progressé la veille dans un contexte tendu marqué par des incertitudes géopolitiques.

Brent et WTI en léger recul

Dans les échanges matinaux à Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a perdu 0,36 %,

revenant à 69,07 dollars. Aux États-Unis, le baril de West Texas Intermediate (WTI) de même échéance reculait de 0,48 %, à 64,68 dollars.

La géopolitique comme facteur clé

Les tensions persistantes au Moyen-Orient et en Europe de l'Est continuent d'alimenter les inquiétudes des marchés.

La moindre annonce politique ou militaire suffit à influencer les anticipations sur l'offre et la demande, ce qui explique la volatilité observée.

Une tendance fragile

Les analystes rappellent que les prix du brut évoluent dans une fourchette relativement étroite depuis plusieurs semaines. Les signaux contradictoires se multiplient : d'un côté, la demande mondiale ralentit, notamment en Chine et en Europe ; de l'autre, les coupes de production décidées par l'OPEP+ et les risques d'escalade géopolitique soutiennent les prix.

Perspectives à surveiller

Les investisseurs resteront attentifs aux prochaines publications de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et aux décisions de l'OPEP+, prévues début octobre. Une hausse prolongée des tensions pourrait relancer les prix, mais en l'absence de nouveaux chocs, les cours devraient se maintenir autour des seuils actuels.

L'Université Centrale et UPSAT inaugurent leur Centre de Recherche Collaborative et d'Innovation



Université Centrale et UPSAT franchissent une nouvelle étape dans leur dynamique académique et d'innovation avec le lancement officiel de leur **Centre de Recherche et d'Innovation**.

A cette occasion, un événement a été organisé le 7 octobre 2025 à l'École Centrale Supérieure Privée d'Administration des Affaires, sous la présidence de **Mme Houbeb Ajmi**, Directrice Générale du Groupe Université Centrale, en présence de décideurs institutionnels, d'acteurs

académiques et de partenaires socio-économiques.

Lors de son mot de bienvenue, **Mme Houbeb Ajmi** a déclaré : « Aujourd'hui, nous faisons une annonce historique pour notre université : le lancement de notre **centre de recherche collaborative et d'innovation**. Cela va nous permettre non seulement de développer des sujets de recherche visant à résoudre des problématiques réelles des entreprises tunisiennes, mais également de produire de la science et

du savoir, tout en contribuant à la communauté scientifique internationale. »

Conçu comme un véritable catalyseur entre enseignement, recherche académique et besoins de la société, le Centre de Recherche Collaborative et d'Innovation ambitionne d'accompagner la transformation de Université centrale groupe d'un modèle purement orienté vers la formation vers un modèle intégré associant **formation, recherche et innovation**.

Sa stratégie repose sur trois piliers:

- **Recherche collaborative:** développement de partenariats université-entreprises pour un double impact scientifique et socio-économique, à l'image du premier contrat conclu avec Leoni.
- **Multidisciplinarité :** mobilisation des six écoles de l'Université Centrale (Business, Ingénierie, IT, Santé, Droit, Communication) ainsi que les écoles de UPSAT, afin de répondre à des enjeux complexes.
- **Internationalisation :** collaboration avec les institutions du réseau Honoris, accueil de chercheurs étrangers et participation à des projets internationaux.

Le Centre s'articule autour de quatre axes prioritaires de recherche :

1. Transition numérique, intelligence artificielle (IA) et innovation
2. Transition écologique, RSE et changement climatique
3. Santé et recherche clinique

4. Gouvernance et gestion des ressources humaines

Au-delà de ses objectifs scientifiques, le Centre souhaite contribuer activement au développement socio-économique du pays en proposant des recherches adaptées aux réalités tunisiennes (digitalisation des entreprises, santé, mobilité, climat) et transférables à l'échelle internationale.

Avec une gouvernance structurée (Conseil du Centre et Comité de direction) et une forte implication des comités de recherche dans chaque école, Université Centrale et UPSAT affirment leur volonté de hisser la qualité de leurs travaux au niveau international et de renforcer la place de la Tunisie dans l'écosystème mondial de la recherche.

À travers ce lancement, Université Centrale et UPSAT réaffirment leur engagement : devenir un pôle de référence en recherche collaborative et en innovation, en Tunisie et dans la région.

À propos de Université Centrale :

Fondée en 2001 et forte de près de 25 ans d'expérience, l'Université Centrale est la plus grande université privée pluridisciplinaire de Tunisie. Elle propose sept pôles de

formation : santé, business, droit, ingénierie, architecture et design, journalisme et communication, technologies de l'information et des télécommunications, ainsi qu'un pôle de formation exécutive.

À propos de UPSAT :

Fondée en 2001, UPSAT est la première institution d'enseignement supérieur paramédical privé à être reconnue par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ainsi que par le Ministère de la Santé.

Faculté d'élite, UPSAT est reconnue pour l'excellence de sa formation académique et le haut niveau de qualification de ses diplômés.

Forte de sa notoriété, la formation de qualité qu'elle dispense garantit l'employabilité de ses diplômés en Tunisie comme à l'étranger.

En tant qu'institutions partenaires d'Honoris United Universities, le premier réseau panafricain d'enseignement supérieur privée, UPSAT et Université Centrale prennent une envergure internationale qui leur donne les moyens de garder le cap sur l'excellence.

Entre plan de développement et souveraineté nationale, quelles orientations ?



Un Conseil ministériel présidé par la cheffe du gouvernement **Sarra Zaafrani Zenzri** s'est tenu mercredi 24 septembre 2025 au Palais de la Kasbah. La réunion a été consacrée à l'examen du projet de **budget économique pour l'année 2026**, présenté comme un document stratégique d'orientation.

Un cadre pour la souveraineté et la justice sociale

Dans son intervention, Zenzri a souligné que ce projet vise à consolider la souveraineté nationale et à instaurer la justice sociale entre les différentes

catégories de la population. Elle a ajouté qu'il s'inscrit dans la vision du président de la République **Kaïs Saïed** et constitue une étape clé de l'édification nationale.

Le budget 2026 est également conçu comme un instrument de mise en œuvre du **plan de développement 2026-**

2030, destiné à assurer un développement global et équilibré dans toutes les régions.

Les principaux axes du projet

Le ministre de l'Économie et de la Planification, **Samir Abdelhafidh**, a présenté les axes du projet :

- **Axe 1 – Acquis sociaux et conditions de vie** : préserver le pouvoir d'achat des catégories vulnérables, promouvoir un emploi décent et réduire le chômage, renforcer la couverture sociale et améliorer l'accès à un logement décent.
- Un mécanisme de **location-vente** est prévu, avec un portefeuille de terrains domaniaux cédés au dinar symbolique pour encourager la construction de logements sociaux. L'Agence Foncière de l'Habitat bénéficiera également de lots de terres à prix préférentiel pour développer des lotissements sociaux.
- **Axe 2 – Équipements publics** : amélioration et modernisation des services liés aux infrastructures de base.
- **Axe 3 – Transport** : développement et

renouvellement du parc national de transport.

- **Axe 4 – Projets publics** : accélération de la mise en œuvre des programmes déjà planifiés.

Recommandations sociales et économiques

Le Conseil a insisté sur le renforcement des **pilliers de l'État social**. Parmi les mesures annoncées :

- la création d'un programme de nouveaux recrutements dans la fonction publique en 2026,
- la poursuite de la régularisation des ouvriers des chantiers,
- l'interdiction du recours à la sous-traitance,
- et la promotion d'un travail décent avec des salaires jugés rémunérateurs et une couverture sociale adéquate.

Selon le gouvernement, ces orientations traduisent la volonté de bâtir un modèle de développement plus juste, centré sur l'emploi, la cohésion sociale et l'amélioration des conditions de vie.



338.000 milliards \$

LONDRES, 25 septembre (TAP)

- La dette mondiale a atteint un niveau record de 337.700 milliards de dollars (289.150 milliards d'euros) à la fin du deuxième trimestre, sous l'effet de conditions financières plus favorables, de l'affaiblissement du dollar américain et de politiques plus accommodantes des banques centrales, montre le rapport trimestriel de l'Institut de la finance internationale (IIF) publié jeudi.

Cet institut, dont les membres sont aussi bien des banques centrales que des acteurs privés de la finance, souligne dans ce rapport que la dette mondiale a augmenté de plus de 21.000 milliards de dollars au cours du premier semestre de l'année.

La Chine, la France, les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et le Japon ont enregistré les plus fortes augmentations des niveaux d'endettement en dollars américains, bien qu'une partie de ces hausses soit due à la baisse du dollar, selon l'IIF.

Depuis le début de l'année, le billet vert a perdu 9,75% de sa valeur par rapport à un panier de devises de référence.

Tunisie |

Olives, dattes, céréales... une récolte record en 2025 ?



La saison agricole 2025 s'annonce favorable pour deux filières clés de l'économie tunisienne: l'olive et la datte. Le chef de cabinet du ministre de l'Agriculture, Hichem Hachlaf, a affirmé dimanche à Nabeul que les récoltes se présentent « sous les meilleurs auspices ».

Une mobilisation générale pour la saison des olives

À l'occasion d'une campagne de vaccination contre la rage, Hachlaf a indiqué que tous les services de l'État sont mobilisés pour accompagner la récolte d'olives et sa valorisation. L'Office national de l'huile d'olive et l'Office des terres domaniales joueront un rôle central dans l'organisation de la saison.

Les préparatifs incluent la mise en place de programmes de stockage et l'octroi de subventions aux agriculteurs. L'objectif affiché est double : maintenir un niveau de prix stable sur le marché tout en garantissant la rentabilité de la saison pour les producteurs.

Dattes : suivi renforcé de la récolte

Concernant la filière des dattes, Hachlaf a insisté sur l'importance d'un suivi constant de la nouvelle saison. Les efforts portent sur la mobilisation des moyens nécessaires à la collecte, au transport et au stockage de la production. La Tunisie, premier exportateur mondial de dattes Deglet Nour, mise ainsi sur une campagne structurée et mieux valorisée sur les marchés.

Céréales : consolider les acquis

Le responsable a également évoqué la préparation de la saison des céréales. L'objectif est de capitaliser sur les résultats de la campagne précédente, marquée par une récolte d'environ 12 millions de quintaux. Les quantités de semences sélectionnées ont été doublées grâce aux efforts conjoints des structures publiques et privées.

Selon lui, les agriculteurs ne devraient rencontrer « aucune difficulté » pour s'approvisionner en semences ou en engrais.

Perspectives agricoles positives

Entre olives, dattes et céréales, le ministère de l'Agriculture affiche une volonté de consolider la production et de mieux gérer les excédents. La stratégie repose sur le stockage, le soutien aux producteurs et l'accompagnement logistique, autant d'éléments décisifs pour assurer une saison agricole rentable et équilibrée.

L'hébergement alternatif, un levier stratégique pour la Tunisie



L'Institut arabe des chefs d'entreprises (**IACE**) estime que miser sur l'**hébergement alternatif** constitue un moyen efficace pour renforcer la résilience du secteur touristique tunisien. Dans son dernier blog intitulé « L'hébergement alternatif en Tunisie : un levier stratégique sous-exploité », l'organisation souligne que la forte spécialisation du pays dans le balnéaire le rend particulièrement vulnérable

aux crises géopolitiques, aux pandémies et à la concurrence régionale. D'où l'urgence de diversifier rapidement l'offre.

Une réforme en cours

Le ministère du Tourisme a entamé une révision des **cahiers des charges** relatifs aux maisons d'hôtes, gîtes ruraux, campings et motels. L'objectif est de clarifier les conditions de création et

d'exploitation, de simplifier les procédures d'agrément et de mieux encadrer les normes de qualité et de sécurité.

Pour l'IACE, cette réforme représente une **opportunité stratégique** de repositionner l'hébergement alternatif dans le modèle touristique national. Mais, pour être efficace, elle doit s'inscrire dans une **vision globale** de développement.



Les pistes de structuration

L'institut propose plusieurs axes pour consolider le secteur :

- instaurer un cadre réglementaire spécifique, distinct de celui de l'hôtellerie classique, tenant compte de la taille et de l'ancrage local des unités ;
- simplifier et digitaliser les agréments ;
- créer une plateforme nationale recensant les hébergements alternatifs agréés ;
- renforcer les capacités des opérateurs locaux ;
- intégrer l'hébergement alternatif dans les stratégies de promotion ;
- mettre en place un dispositif de suivi et d'évaluation.

Selon l'IACE, la structuration de ce segment permettrait de réduire la dépendance au balnéaire, de stimuler l'**emploi local** et de renforcer la compétitivité de la Tunisie face aux autres destinations méditerranéennes.

Un potentiel de croissance élevé

Le segment est en forte expansion. D'après les projections, **les maisons d'hôtes et gîtes** ruraux pourraient générer **1,31 milliard de dinars de recettes annuelles en 2030**, contre 0,62 milliard attendus en 2025.

Toutefois, le secteur reste largement **informel**. En 2022, la Tunisie comptait entre 700 et 1 000 maisons d'hôtes, auxquelles s'ajoutaient les locations meublées pour un total d'environ 2 000 unités. Or, moins de 10 % de ces structures étaient officiellement agréées.

Pour l'IACE, intégrer pleinement ce segment dans les **politiques publiques** transformerait une dynamique encore marginale en un **levier de croissance durable, inclusive et résiliente**.

Dattes

La saison des dattes dans le gouvernorat de Tozeur s'annonce prometteuse, avec une production estimée à plus de 60 mille tonnes et une qualité supérieure à celle de l'an dernier, selon les premières prévisions.

Le président de l'Union régionale de l'agriculture et de la pêche (Urap), Naceur Mokaddem, a indiqué dans une déclaration à l'Agence TAP, que les opérations de vente de la récolte sur pied ont franchi une étape importante dans le gouvernorat de Tozeur, avec près de 70% des palmeraies anciennes et modernes déjà vendues, à des prix jugés encourageants.

La production se distingue par une bonne qualité, d'autant plus qu'aucune attaque majeure d'acarien de la poussière n'a été signalée, a-t-il signalé.

Le taux de maturation a également atteint des niveaux avancés, certaines exploitations enregistrant des taux de maturité appréciables.

Certains agriculteurs ont déjà entamé la récolte par leurs propres moyens et mis leur production sur le marché de gros des dattes, alors que la récolte officielle débutera début octobre et se poursuivra jusqu'au début novembre, assurée par les exportateurs et collecteurs, selon la même source.



Santé Internationale de COMAR Assurances : le contrat qui protège votre santé et celle de votre famille en Tunisie et à l'étranger



Et si vos frais médicaux n'étaient plus jamais un problème ? Avec le contrat Santé Internationale de COMAR Assurances, vous bénéficiez d'une couverture en Tunisie comme à l'étranger, avec un plafond atteignant 2 500 000 dinars et un remboursement garanti en 7 jours maximum.

Dès aujourd'hui, vos soins deviennent simples : présentez simplement votre carte dans l'un des nombreux laboratoires, cliniques, pharmacies et médecins partenaires de Santé Internationale by COMAR

Assurances. La prise en charge est immédiate, et vous ne payez que la différence éventuelle.

COMAR Assurances met à votre disposition trois formules prédéfinies (Fondamental, Confort et Optimal), avec la possibilité de les personnaliser selon vos besoins. Avec Santé Internationale de COMAR Assurances, vous choisissez la protection qui correspond le mieux à votre mode de vie.

Et pour vos soins à l'étranger ? Vous gardez toute votre liberté:

vous choisissez le pays suivant la zone de couverture de votre contrat, l'établissement et le médecin. Vous réglez vos frais sur place et vous êtes remboursés en Tunisie sous 7 jours maximum.

Souscrire à Santé Internationale est rapide et accessible : aucune analyse médicale requise. Il suffit de remplir un formulaire de demande d'adhésion (FDR). L'âge limite pour souscrire est fixé à 65 ans, pour bénéficier d'une couverture jusqu'à l'âge de 79 ans.

Deux zones de couverture sont proposées :

- Zone 1 : Tunisie + Europe (hors Royaume-Uni et Suisse)
- Zone 2 : Monde entier (hors USA)

Avec Santé Internationale de COMAR Assurances, la majorité de vos interventions médicales sont remboursées à 100 %

« Santé internationale de COMAR assurances, ce n'est pas seulement une assurance : c'est la certitude de protéger ce qui compte le plus- votre santé, vos proches et votre avenir-partout dans le monde. »

Bourse de Tunis |

L'embellie se confirme malgré quelques corrections



L'indice de référence de la Bourse de Tunis a terminé la semaine du 22 au 26 septembre 2025 sur une note positive. Selon l'intermédiaire en Bourse Tunisie Valeurs, le benchmark a progressé de **0,3 % à 12 417 points**, portant ainsi sa performance annuelle à **25,5 %**.

Un volume porté par SFBT

Le marché a enregistré un volume global de **32 MD**, soit une moyenne quotidienne de 6,4 MD. Cette dynamique est principalement due à deux transactions de bloc sur le titre **SFBT**, représentant un montant total de 8,7 MD. Le leader des boissons gazeuses et alcoolisées a mobilisé à lui seul

9,4 MD, clôturant la semaine en légère baisse de **-1,2 % à 12,840D**.

SOTIPAPIER en tête des hausses

La meilleure performance hebdomadaire est revenue à **SOTIPAPIER**. Le producteur de papier Kraft et Test Liner a bondi de **+20,9 % à 3,120 D**, bien que les échanges soient restés modestes (200 mille dinars). Cette envolée illustre l'intérêt ponctuel des investisseurs pour la valeur.

MAGASIN GENERAL retrouve des couleurs

Autre progression notable,

MAGASIN GENERAL a gagné **+14,5 % à 9,100 D**. Le titre semble regagner la confiance des opérateurs, même si son volume d'échanges reste limité à 33 mille dinars sur la semaine.

SIPHAT et ICF sous pression

À l'inverse, la pharmaceutique **SIPHAT** a enregistré la plus forte baisse. Son action a reculé de **-20,1 % à 4,760 D**, dans un volume réduit à 21 mille dinars. De son côté, ICF a fléchi de **-6,3 % à 91,750 D**, malgré un niveau d'échanges plus consistant (907 mille dinars).

Une tendance globalement haussière

Malgré ces corrections, la semaine confirme la solidité de la dynamique boursière entamée depuis le début de l'année. La progression de l'indice de référence et la diversité des mouvements sectoriels traduisent un marché actif, bien que concentré sur quelques valeurs dominantes.

Quels secteurs tirent la croissance du 1er semestre ?

Au 30 juin 2025, 62 sociétés cotées sur 75 avaient publié leurs états financiers. Le résultat global semestriel ressort en hausse de 9,3 % à 1,60 MdT. La performance est tirée par les banques, l'assurance et la consommation, malgré un recul marqué des matériaux de base.

Résultats & marges

Le résultat consolidé des sociétés cotées s'élève à 1,60 MdT contre 1,46 MdT un an plus tôt, soit une hausse de 9,3 %.

Sur les 62 sociétés ayant publié, 57 sont bénéficiaires contre 55 en 2024. Le Tunindex20 concentre près de 79 % du total, avec un résultat en progression de 8,6 % à 1,26 MdT.

Dans le détail, les résultats des banques demeurent moteurs, avec une croissance de 6,6% à 886 MDT, portée notamment par la BIAT (+12,0 %) et la BNA (+16,8 %). Les assurances progressent de 22,2 %, reflétant de fortes hausses chez STAR (+46,9 %) et Tunis Re (+34,8 %).

Les biens de consommation gagnent 7,0 %, soutenus par Poulina Group Holding (+20,8 %) et SFBT (+9,7 %), malgré le recul de Délice Holding (-23,4 %). Le secteur des services aux consommateurs bondit de 60,6 %, grâce au redressement de la distribution et à la vigueur de l'automobile (City Cars +70,7 %, Ennakl +27,0 %).

Ce qu'il faut surveiller

- **13 sociétés** n'ont pas encore publié leurs comptes, dont Tunisair, Alkimia et Office Plast.
- **La divergence sectorielle est nette** : forte croissance pour la consommation et les services, mais recul de 14,5 % dans les matériaux de base.
- **Le redressement des distributeurs** (Monoprix, Magasin Général) reste fragile et dépendant de la consommation intérieure.
- **La baisse de Délice Holding et d'ICF** illustre les pressions sur certains segments agroalimentaires et chimiques.

en bref

Chiffres clés

- **1 600 MDT** — Résultat global S1 2025 — +9,3%
- **1 262 MDT** — Résultat Tunindex20 — +8,6%
- **886 MDT** — Résultat des banques — +6,6%
- **102 MDT** — Résultat assurances — +22,2%
- **84 MDT** — Résultat concessionnaires auto — +36,2%



Réinventons la banque ensemble !

1^{ère} Banque en ligne en Tunisie

OUVERTURE DE COMPTE



100% EN LIGNE



بنك تونس و الإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats



Une progression globale de 9,3 % à la Bourse de Tunis



Les **62 sociétés cotées à la Bourse de Tunis** ayant publié leurs états financiers pour le premier semestre 2025 ont dégagé un résultat global de **1 600 millions de dinars (MD)**, contre 1 464 MD à la même période de 2024, soit une progression de **9,3 %**.

Selon la note officielle de la Bourse de Tunis, **57 sociétés ont réalisé des bénéfices** alors que 5 ont affiché des pertes, contre 7 un an

plus tôt. Au total, **34 sociétés ont vu leurs résultats s'améliorer sur un an**.

Tunindex20 et poids du secteur financier

Les sociétés du **Tunindex20** ont généré **1 262 MD**, représentant 79 % du résultat semestriel global, en hausse de 8,6 % sur un an.

Le secteur **financier**, qui regroupe 29 sociétés, reste le moteur principal de la place boursière. Il a réalisé un résultat global de **1 070 MD**, en croissance de 7,1 %.

- Les **12 banques** cotées totalisent **886 MD** (+6,6 %).
- Les **7 compagnies d'assurances** ont vu leurs bénéfices bondir de **22,2 % à 102 MD**.

- Les **7 sociétés de leasing** affichent une progression de **5,8 % à 54 MD**.

Distribution et services aux consommateurs en forte hausse

Le secteur des **services aux consommateurs** enregistre la meilleure performance, avec une hausse de **60,6 %**. Les enseignes **Monoprix** et **Magasin Général** affichent un résultat positif de 1,2 MD, contre une perte de 11,9 MD un an plus tôt.

Le segment des **concessionnaires automobiles** (hors UADH) progresse de **36,2 % à 84 MD**.

Biens de consommation et agroalimentaire

Le secteur des **biens de consommation** a amélioré son résultat global de **7 %**, porté par les produits ménagers et de soins (+14,2 %).

Dans l'**agroalimentaire**, les trois grands groupes cotés (**Poulina Group Holding, Délice Holding et SFBT**) affichent une hausse combinée de **5,1 % à 288 MD**.

Industries et matériaux de base

Le secteur des **industries** progresse de **15,5 % à 58 MD**. En

revanche, la filière des **matériaux de base** recule de **14,5 % à 29 MD**.

Une tendance globalement positive

Ces résultats traduisent une amélioration globale de la rentabilité des entreprises cotées, tirée par la solidité du secteur financier et la reprise des services aux consommateurs. La tendance reste néanmoins contrastée selon les secteurs, avec un recul notable pour les matériaux de base.





AVEC COMAR SANTÉ INTERNATIONALE, TOUJOURS CONFIANTS

Une prise en charge intégrale de vos frais de santé(*) sans aucune avance en Tunisie et à l'étranger (dans les limites du contrat);

Un libre choix du pays et de l'établissement de prise en charge (dans la limite de la zone choisie);

Un remboursement en 7 jours au maximum;

Des plans d'assurance **sur mesure**

Plan Fondamental, Plan Confort, Plan Optimal.

* Jusqu'à 2,5 Millions de dinars tunisiens par personne et par an.

COMAR SANTÉ INTERNATIONALE





COMAR ASSURANCES
Société d'Assurance et de Réassurance
Siège Social: 1000 COMAR, Au H. Bourguiba, 2003, Tunis | Téléphone: (+96) 889 - Télécopie: (+96) 884 178
www.comar.tn

Des Chiffres

55.000



étudiants — C'est le nombre d'inscrits dans les universités privées tunisiennes. Ce chiffre traduit la montée en puissance du secteur au cours de la dernière décennie. Il illustre aussi l'évolution des perceptions sociales face au privé.

3 à 4 fois

moins cher — Comparé aux coûts dans d'autres pays, étudier dans une université privée tunisienne reste financièrement compétitif. Ce facteur renforce l'attractivité auprès des étudiants étrangers.



5 à 15%



- en dix ans — La part de marché de l'enseignement supérieur privé a triplé. Ce dynamisme confirme son rôle croissant comme alternative au public. Cela souligne aussi l'attrait des familles pour des formations jugées plus adaptées au marché.

4,5%

Près d'un enfant sur vingt, âgé de 6 à 16 ans, est hors du système scolaire en 2024.



3,5%

Le décrochage scolaire touche plus de 3 % des enfants tunisiens, avec un impact plus marqué chez les garçons.



Les adolescents de 12 à 16 ans concentrent le plus fort taux de décrochage, près du double de celui des 6 ans.



Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

04/11/2025

MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2267
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,1029
DOLLAR DES USA	USD	1	2,9561
LIVRE STERLING	GBP	1	3,8674
YEN JAPONAIS	JPY	1000	19,3065
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,1864
FRANC SUISSE	CHF	10	36,6190
EURO	EUR	1	3,4030
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,5422
Yuan Chinois	CNY	1	0,4156

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	2,9936	3,4620
6 MOIS	3,0307	3,5116

Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)
2015 - 2023



7,49%

TMM

05/11/2025



7,50%

TID

05/11/2025



7,49%

TMM

Octobre 2025



6,50%

TRE

Novembre 2025



24,72

Milliard

Avoirs en devise

06/11/2025



106

Jours

d'importations

06/11/2025



Tunindex
12 604,03

Var. Année **26,63 %**
30/10/2025

Tunindex 20
5 633,91

Var. Année **28,26 %**
30/10/2025

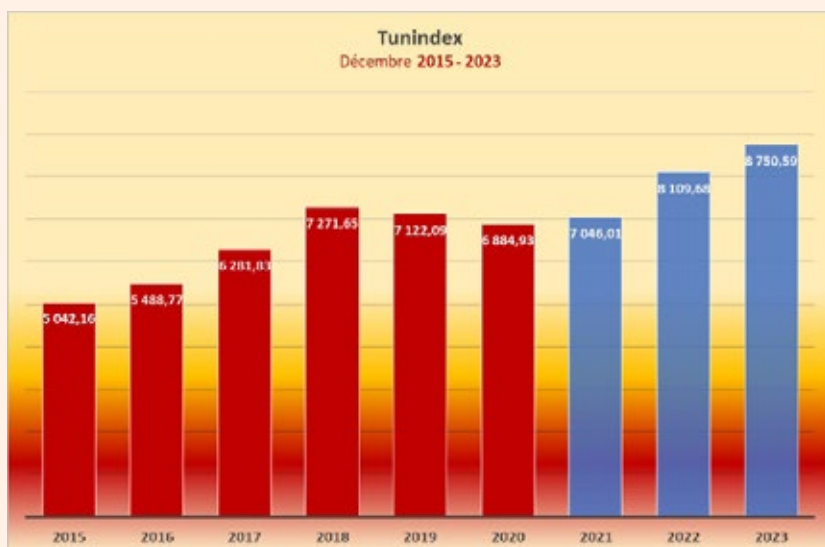
Volume semaine **193,110** Million DT

Capitalisation **32,00** Milliard DT

PER marché **10,27**
(Septembre)

INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
8000	Sociétés Financières	9 673,71	29,44%
8300	Banques	8 985,99	29,67%
8500	Assurances	17 963,26	18,08%
8700	Services Financiers	17 179,41	39,91%
5000	Services aux Consommateurs	4 786,41	53,33%
5300	Distribution	7 556,72	53,33%
3000	Biens de Consommations	10 967,64	32,28%
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	13 247,27	34,32%
3700	Produits Ménagers et de Soins Personnel	3 344,09	25,98%
2000	Industries	1 755,28	-4,46%
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	730,44	-9,86%
1000	Matériaux de Base	6 595,05	29,16%



+ FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
TUNINVEST SICAR		24,37%
UBCI		19,84%
SITS		8,96%
LAND OR		6,27%
SMART TUNISIE		5,94%

+ FORTES BAISSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
STIP		-16,08%
CELLCOM		-12,02%
BTE (ADP)		-8,56%
SOTEMAIL		-8,37%
TAWASOL GP HOLDING		615,00%

+ FORTES BAISSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SANIMED		-57,82%
SOTIPAPIER		-44,95%
SOTEMAIL		-43,95%
SIAME		-34,36%
SOTETEL		-29,18%

+ FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. AN
ASSAD		251,61%
TUNINVEST		83,71%
SOTEMAIL		81,97%
POULINA GH		68,20%
TPR		67,30%

				Clôture	30/10/2025				
	Titres	Nominal	Titres admis	Décembre 2024	Semaine précédente	De la semaine	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
	SOCIETES FINANCIERES								16 901,079
	BANQUES								13 965,827
1	Amen Bank	5	34 920 000	36,900	45,700	46,000	0,66%	24,66%	1 606,320
2	ATB	1	100 000 000	2,800	3,590	3,620	0,84%	29,29%	362,000
3	BH Bank	5	47 600 000	12,700	9,400	9,390	-0,11%	-26,06%	446,964
4	BIAT	5	40 800 000	93,830	103,700	105,480	1,72%	12,42%	4 303,584
5	BNA	5	64 000 000	8,180	11,500	11,780	2,43%	44,01%	753,920
6	Banque de Tunisie	1	270 000 000	5,190	5,740	5,740	0,00%	10,60%	1 549,800
7	BTE (ADP)	20	1 000 000	3,350	3,970	3,630	-8,56%	8,36%	3,630
8	STB	5	155 375 000	2,970	3,900	4,000	2,56%	34,68%	621,500
9	Attijari Bank	5	42 000 000	51,500	60,500	61,490	1,64%	19,40%	2 582,580
10	UBCI	5	20 001 529	21,500	23,790	28,510	19,84%	32,60%	570,244
11	UIB	5	32 560 000	22,300	23,790	28,510	19,84%	27,85%	928,286
12	Wifack Bank	5	30 000 000	9,000	7,900	7,900	0,00%	-12,22%	237,000
	ASSURANCES								1 538,819
13	ASTREE	5	6 000 000	46,000	45,000	45,000	0,00%	-2,17%	270,000
14	BH Assurances	5	2 660 000	49,000	63,000	63,000	0,00%	28,57%	167,580
15	STAR	10	2 307 693	178,000	226,000	226,000	0,00%	26,97%	521,539
16	Tunis RE	5	20 000 000	8,200	8,900	9,000	1,12%	9,76%	180,000
17	Assur. MAGHREBIA	10	4 500 000	51,480	54,600	54,100	-0,92%	5,09%	243,450
18	MAGHREBIA Vie	1	25 000 000	6,150	6,360	6,250	-1,73%	1,63%	156,250
	LEASING								984,077
19	ATL	1	32 500 000	4,250	6,100	6,000	-1,64%	41,18%	195,000
20	BH Leasing	5	7 000 000	3,630	4,360	4,170	-4,36%	14,88%	29,190
21	Best Lease	1	30 000 000	1,950	2,190	2,270	3,65%	16,41%	68,100
22	CIL	5	7 000 000	24,900	27,000	26,500	-1,85%	6,43%	185,500
23	Hannibal Lease	5	11 000 000	7,400	7,400	7,190	-2,84%	-2,84%	79,090
24	Attijari Leasing	10	2 750 000	19,150	29,640	29,750	0,37%	55,35%	81,813
25	Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	17,990	31,980	31,980	0,00%	77,77%	345,384
	SOCIETES D'INVESTISSEMENTS								412,356
26	PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	46,010	41,800	41,800	0,00%	-9,15%	41,800
27	SPDIT Sicaf	1	28 000 000	12,000	12,500	12,500	0,00%	4,17%	350,000
28	Tuninvest Sicar	1	966 000	9,250	17,110	21,280	24,37%	130,05%	20,556
	INDUSTRIES								12 249,924
	HOLDING								3 783,782
29	OneTech Holding	1	80 400 000	9,300	8,500	8,800	3,53%	-5,38%	707,520
30	Poulina GH	1	180 003 600	8,680	16,390	17,090	4,27%	96,89%	3 076,262
	AGRO-ALIMENTAIRE								4 071,033
31	Delice Holding	10	54 907 262	16,090	12,000	12,140	1,17%	-24,55%	666,574
32	LAND'OR	1	13 784 285	10,350	10,200	10,840	6,27%	4,73%	149,422
33	SFBT	1	268 125 000	11,600	12,390	12,140	-2,02%	4,66%	3 255,038
	PHARMACEUTIQUE								267,680
34	SIPHAT	5	1 800 000	4,210	4,000	4,000	0,00%	-4,99%	7,200
35	UNIMED	1	32 000 000	7,130	8,100	8,140	0,49%	14,17%	260,480
	COMPOSANTS AUTOMOBILE								63,965
36	ASSAD	1	24 000 000	0,620	2,400	2,290	-4,58%	269,35%	54,960
37	STIP	3	4 207 824	2,880	2,550	2,140	-16,08%	-25,69%	9,005
source: bVMT									
données fournis à titre indicatif									

				Clôture		30/10/2025			
	Titres	Nominal	Titres admis	Décembre 2024	Semaine précédente	De la semaine	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
	CIMENTIER								633,236
38	Carthage Cement	1	343 624 940	2,190	1,870	1,780	-4,81%	-18,72%	611,652
39	Ciments de Bizerte	1	44 047 290	0,420	0,480	0,490	2,08%	16,67%	21,583
	CHIMIE								490,121
40	Air Liquide	25	1 637 504	100,000	153,300	154,490	0,78%	54,49%	252,978
41	ALKIMIA	10	3 947 253	17,600	12,900	13,000	0,78%	-26,14%	51,314
42	ICF	10	2 100 000	99,000	88,000	88,490	0,56%	-10,62%	185,829
	INDUSTRIES DIVERSES								2 752,938
43	Euro-Cycle	1	9 801 000	11,800	12,000	11,980	-0,17%	1,53%	117,416
44	MPBS	2	10 334 430	12,210	7,800	7,850	0,64%	-35,71%	81,125
45	New Body Line	1	4 250 400	4,950	4,250	4,090	-3,76%	-17,37%	17,384
46	Office PLAST	1	14 662 164	1,650	1,870	1,980	5,88%	20,00%	29,031
47	SAH Lilas	1	84 015 979	10,220	12,650	13,000	2,77%	27,20%	1 092,208
48	Atelier Meubles Int	1	5 561 635	5,880	5,450	5,500	0,92%	-6,46%	30,589
49	SIAME	1	15 444 000	3,580	2,300	2,350	2,17%	-34,36%	36,293
50	SANIMED	1,109	12 400 000	1,470	0,640	0,620	-3,13%	-57,82%	7,688
51	SOMOCER	1	40 656 000	0,410	0,460	0,460	0,00%	12,20%	18,702
52	SOTEMAIL	1	34 513 514	4,300	2,630	2,410	-8,37%	-43,95%	83,178
53	SOTUVER	1	39 254 475	12,610	13,690	13,580	-0,80%	7,69%	533,076
54	SOTIPAPIER	1,09	28 184 091	5,450	3,050	3,000	-1,64%	-44,95%	84,552
55	SOTRAPIL	5	4 138 200	15,080	22,500	22,400	-0,44%	48,54%	92,696
56	TPR	1	50 000 000	6,330	10,480	10,580	0,95%	67,14%	529,000
	IMMOBILIER								108,955
57	SIMPAR	5	1 100 000	35,900	35,900	35,900	0,00%	0,00%	39,490
58	SITS	1	15 600 000	1,900	3,350	3,650	8,96%	92,11%	56,940
59	ESSOUKNA	1	5 050 500	1,560	2,580	2,480	-3,88%	58,97%	12,525
	TECHNOLOGIE								78,215
60	AETECH	1	2 223 334	0,190	0,260	0,260	0,00%	36,84%	0,578
61	TELNET Holding	1	12 130 800	6,000	6,500	6,400	-1,54%	6,67%	77,637
	SERVICES								2 054,205
	DISTRIBUTION AUTOMOBILE								1 326,558
62	ARTES	1	38 250 000	8,200	11,590	11,700	0,95%	42,68%	447,525
63	CITY CARS	1	18 000 000	12,700	19,300	19,300	0,00%	51,97%	347,400
64	ENNAKL Automobile	1	30 000 000	10,610	15,150	14,700	-2,97%	38,55%	441,000
65	UADH	1	36 953 847	0,540	0,560	0,580	3,57%	7,41%	21,433
66	STA	1	2 000 000	21,000	35,990	34,600	-3,86%	64,76%	69,200
	AUTRES SERVICES								228,618
67	CELLCOM	1	4 461 532	2,340	2,080	1,830	-12,02%	-21,79%	8,165
68	TUNISAIR	1	106 199 280	0,370	0,350	0,360	2,86%	-2,70%	38,232
69	SMART Tunisie	5	10 123 443	13,650	16,990	18,000	5,94%	31,87%	182,222
	TELECOMMUNICATIONS								88,832
70	SOTETEL	5	4 636 800	6,990	5,000	4,950	-1,00%	-29,18%	22,952
71	Tawasol GH	1	108 000 000	0,640	0,650	0,610	-6,15%	-4,69%	65,880
	DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION								410,196
72	Sotumag	1	13 200 000	6,250	8,900	9,000	1,12%	44,00%	118,800
73	Magasin General	1	15 777 070	6,990	9,060	8,670	-4,30%	24,03%	136,787
74	Monoprix	2	25 345 736	3,550	6,000	6,100	1,67%	71,83%	154,609
(Données fournis à titre indicatif) source: BVMT									31 205,208



Ooredoo AI Summit : Accélérer l'économie numérique de la Tunisie



Ooredoo Tunisie a accueilli hier la première édition de de [Ooredoo AI Summit](#), un événement majeur qui a réuni le Ministre des Technologies de la Communication, Sofiene Hemissi, le CEO du Groupe Ooredoo, Aziz Aluthman Fakhroo, le CEO Régional du Groupe Ooredoo pour l'Afrique du Nord et l'Asie, Ahmad Abdulaziz Al Neama, le CEO de Ooredoo Tunisie, Mansoor Rashid Al-Khater, l'équipe dirigeante du Groupe Ooredoo, ainsi que des

startups, des chefs d'entreprises, des représentants des médias, des décideurs politiques et des acteurs clés de l'écosystème tunisien de l'IA.

Lors de l'ouverture du sommet, le Ministre des Technologies de la Communication a souligné que l'intelligence artificielle représente non seulement une évolution technologique, mais aussi une opportunité stratégique pour la Tunisie de renforcer

sa souveraineté numérique, d'autonomiser les jeunes et d'accélérer une croissance économique inclusive et durable. Il a salué l'initiative de Ooredoo comme un moteur important de collaboration entre les institutions publiques, les partenaires locaux et les talents émergents.

Dans son allocution, Mansoor Rashid Al-Khater, CEO de Ooredoo Tunisie, a réaffirmé l'engagement de l'entreprise à façonner

l'avenir numérique de la Tunisie : « Chez Ooredoo, nous croyons que l'intelligence artificielle est un puissant levier d'inclusion, d'innovation et de progrès. Notre ambition est de placer la Tunisie au centre de la révolution numérique mondiale en investissant dans des infrastructures prêtes pour l'IA, en soutenant les startups et les entreprises, et en collaborant avec des leaders mondiaux tels que NVIDIA pour bâtir un écosystème robuste et tourné vers l'avenir. »

Ooredoo AI Summit a constitué une plateforme privilégiée pour le dialogue entre les leaders industriels, les décideurs politiques et les experts technologiques. Les discussions ont mis en évidence comment l'IA peut renforcer la compétitivité économique, favoriser une gouvernance responsable et promouvoir la durabilité ainsi que l'inclusion sociale. Les participants ont également exploré des cas concrets démontrant l'impact de l'IA dans les entreprises, les services publics et la vie quotidienne.

L'un des moments forts du sommet a été l'annonce de la collaboration de Ooredoo avec NVIDIA, permettant l'acquisition de GPU haute performance qui propulseront des solutions avancées en IA. Cette plateforme de pointe sera mise à disposition

du gouvernement, des startups et des clients professionnels, leur offrant un accès à des capacités souveraines d'IA-as-a-Service de classe mondiale pour accélérer l'innovation et lancer de nouveaux services sur le marché.

Ooredoo Tunisie a déjà commencé à intégrer l'IA dans ses opérations, en déployant des cas d'usage qui offrent des expériences client plus personnalisées et des solutions numériques innovantes. Il s'agira du premier projet de ce type utilisant l'IA agentique en Tunisie. Cet événement marquant annonce le début d'une feuille de route plus large, Ooredoo s'engageant à organiser des journées dédiées aux solutions verticales en IA, ainsi qu'un hackathon pour l'Intelligence Artificielle, des programmes de formation et des projets collaboratifs qui nourriront les talents locaux et stimuleront un écosystème vibrant de l'IA dans le pays.

Le sommet a également inclus des panels enrichissants réunissant des leaders de l'écosystème de l'IA. Karim Beguir, Co-Fondateur d'InstaDeep, a partagé son histoire à succès inspirante, démontrant comment l'innovation tunisienne peut avoir un impact mondial, tandis qu'Ahmed Mostafa, Responsable de l'Adoption de l'IA et des Relations de

Développement chez NVIDIA, a souligné le rôle de l'IA-as-a-Service dans la démocratisation de l'accès aux technologies de pointe et l'accélération de la croissance des entreprises. Les autres panélistes distingués incluaient Mehrezia Ouni, Directrice Générale des Technologies de Communication à MTC ; René Werner, Directeur de la Stratégie Groupe chez Ooredoo Group ; Nozha Boujemaa, Vice-Présidente Mondiale – Innovation et Confiance en IA chez Decathlon ; Imed Zitouni, Directeur de l'Ingénierie GEN AI chez Google ; Yazid Sellaouti, Vice-Président du Conseil d'Administration chez Lloyd Insurance ; Najib Khan, Directeur Général des Affaires chez Ooredoo Group ; et Mohamed Koubaa, Président-Directeur Général de UBCI Tunisia, qui ont enrichi le débat avec leurs perspectives sur la gouvernance, la durabilité, l'innovation commerciale et l'avenir de l'IA en Tunisie.

Ooredoo AI Summit s'est conclu par un message fort d'engagement et de détermination : Ooredoo continuera à être pionnier dans l'adoption de l'IA en Tunisie, soutenant la transformation numérique du pays et renforçant sa position en tant que hub de l'innovation technologique dans la région.

Transferts de fonds |

La diaspora tunisienne appelée à jouer un rôle clé dans le développement



Les **transferts de fonds des Tunisiens résidant à l'étranger** devraient atteindre **7900 millions de dinars (MD) en 2026**, soit une hausse prévue de **6,4 %**, a indiqué mercredi **Lotfi Fradi**, chef de cabinet du ministre de l'Économie et de la Planification.

Une ressource cruciale mais sous-exploitée

Intervenant lors d'un atelier régional à Tunis consacré aux transferts de fonds et à leur contribution au financement du

développement, Fradi a qualifié ce montant d'« élevé ». Toutefois, il a estimé que, rapportés au produit intérieur brut, ces transferts n'ont pas évolué de manière proportionnelle.

Pour 2025, les transferts devraient atteindre environ **7600 MD**, enregistrant une croissance de **8,3 %**. Cette manne, a-t-il rappelé, permet au pays de faire face aux pressions liées au financement extérieur.

Mobiliser la diaspora au-delà de la consommation

Fradi a insisté sur la nécessité de mieux orienter ces ressources vers des projets d'investissement. Actuellement, une part importante des fonds est affectée à des dépenses traditionnelles comme la construction de logements familiaux ou l'achat de véhicules. Or, selon lui, la **diaspora tunisienne** dispose aujourd'hui du potentiel pour lancer des projets productifs dans leurs régions d'origine et devenir « la locomotive du développement » des zones intérieures.

Il a ainsi plaidé pour la mise en place de **mécanismes incitatifs** : avantages fiscaux, accès aux emprunts extérieurs et création de fonds d'investissement dédiés.

La CEA soutient l'intégration des transferts dans les politiques nationales

De son côté, **Adam Elhiraika**, directeur du bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de la

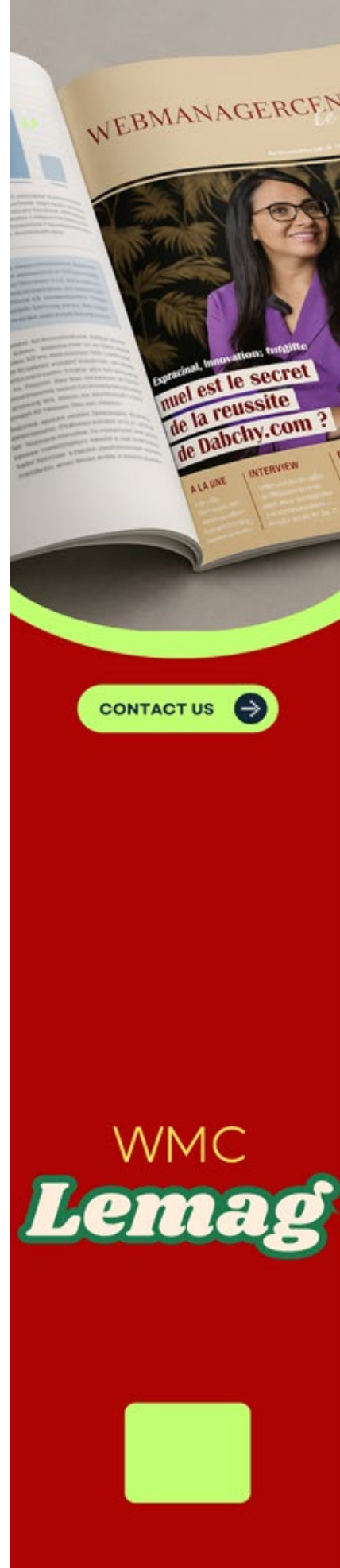
Commission économique pour l'Afrique (CEA), a rappelé qu'un programme interrégional a été lancé en 2024 pour renforcer le lien entre migration et développement dans six pays, dont la Tunisie.

Ce programme, fondé sur la coopération Sud-Sud, vise à exploiter les transferts de fonds et les contributions des diasporas comme moteur de développement durable.

Elhiraika a salué les progrès accomplis en Tunisie depuis 2024 et annoncé un **appui technique** pour intégrer ces transferts dans le prochain **Plan national de développement 2026-2030**, notamment à travers des réformes politiques.

Une reconnaissance stratégique

Selon le responsable onusien, la **reconnaissance officielle des transferts de fonds comme source alternative de financement** ouvre la voie à leur mobilisation stratégique. Il a réaffirmé l'engagement de la CEA à accompagner la Tunisie dans ce processus, aux côtés d'autres pays africains, afin de transformer les contributions de la diaspora en un levier durable pour le développement.



WEBMANAGERCENT

Espracial, innovation, intégrité

Quel est le secret de la réussite de Dabchy.com ?

A LA UNE INTERVIEW

CONTACT US →

WMC
Lemag

Kiosque Numérique



Mariages en chute, naissances en baisse |

La Tunisie sous le seuil de renouvellement



Publié mardi sur la page officielle de l'Institut national de la statistique (INS), le bulletin mensuel de juillet confirme une tendance démographique marquée : le nombre de mariages a reculé de 10 % en 2024 par rapport à 2023.

Mariages et naissances en recul

Selon les chiffres de l'INS, 70 942 mariages ont été célébrés en 2024, contre 78 115 en 2023, soit plus de 8 000 unions en moins.

La même baisse est constatée pour les naissances : 133 322 en 2024, contre 147 242 un an plus tôt, soit également un recul de 10 %.

Fécondité sous le seuil de renouvellement

Le recensement général de la population et de l'habitat de 2024 indique un taux de fécondité de 1,7 enfant par femme. Ce niveau est inférieur au seuil de renouvellement des générations, fixé à 2,1.

Le taux de croissance démographique annuel est tombé à 0,87 % entre 2014 et 2024, son plus bas niveau depuis l'indépendance.

Avis des experts

Lors d'une table ronde organisée en avril à Tunis par l'Office national de la famille et de la population (ONFP), le démographe et expert international Hafedh Chekir a estimé que, si la fécondité tunisienne reste faible, elle demeure « relativement bonne » comparée aux pays européens.

Selon lui, elle pourrait légèrement remonter dans les prochaines années, sans toutefois dépasser 2%.

Chekir relie cette baisse à l'évolution des aspirations des jeunes, davantage orientés vers les projets personnels et les études que vers le mariage.

Facteurs sociaux et culturels

Les participants à la table ronde ont souligné que plusieurs facteurs expliquent cette tendance : la migration, l'augmentation des divorces et le recul de l'âge du mariage.

Le PDG de l'ONFP, Mohamed Douagi, a pour sa part rappelé qu'un taux de fécondité idéal se situerait entre 2 et 2,4 enfants par femme pour préserver une population jeune.

en bref

- **Mariages** : 70 942 en 2024, -10 % en un an.
- **Naissances** : 133 322 en 2024, soit 14 000 de moins qu'en 2023.
- **Fécondité** : 1,7 enfant par femme, sous le seuil de renouvellement.
- **Croissance démographique** : 0,87 %, le plus bas depuis l'indépendance.
- **Facteurs** : migration, divorces, recul de l'âge du mariage.
- **Experts** : une légère hausse est possible mais limitée.
- **ONFP** : un taux entre 2 et 2,4 est jugé idéal pour préserver une population jeune.



A. THE 2024-2025

- HEBDO
- HORS-SERIES
- DOCUMENTS - RAPPORTS
- COLLECTIONS

CONTACT US

Phone Number
+216 71 962 775

Website
webmanagercenter.com



3.448 dinars pour vivre, 924 dinars en poche... qui s'en sort ?



Une famille tunisienne de quatre personnes doit disposer d'environ 3 448 dinars par mois, hors loyer, pour couvrir ses besoins essentiels. C'est ce qu'a rappelé Lotfi Riahi, président de l'Organisation d'Ershad al-Moustahlik, dans une interview à Express FM. Cette estimation intègre les dépenses de base : alimentation, transport, santé, éducation, habillement, culture et loisirs.

Un écart marqué entre revenus et besoins

Face à ce chiffre, la réalité salariale est bien différente. Le salaire moyen s'élève à 924 dinars, soit moins du tiers du revenu jugé

nécessaire pour vivre décemment. Seule une minorité de travailleurs dépasse les 3 000 dinars par mois, accentuant les inégalités sociales. Pour de nombreux ménages, la fin du mois se traduit par des arbitrages douloureux entre besoins prioritaires.

Inflation et pouvoir d'achat sous pression

La situation est aggravée par une inflation persistante. La hausse des prix n'a pas été accompagnée d'une augmentation équivalente des salaires, en particulier dans le secteur privé. Le secteur public a enregistré une légère progression, mais insuffisante pour compenser la perte de pouvoir d'achat.

Le décalage entre revenus et dépenses essentielles accentue la précarité des classes moyennes et populaires.

Études et méthodologie

Ces chiffres s'appuient sur une étude participative menée par des instituts européens et tunisiens. L'objectif : définir un "panier minimal de biens et services" garantissant une vie digne. En 2019, ce panier de consommation s'élevait à 2 400 dinars. Avec une inflation estimée à 8 % par an, son coût aurait atteint 3 168 dinars en 2024. Les 3 448 dinars avancés aujourd'hui témoignent de la poursuite de cette tendance.

Un signal pour le débat social

Au-delà des chiffres, cette analyse illustre la difficulté croissante des ménages à joindre les deux bouts. Elle alimente le débat sur l'équilibre entre salaires, prix et dignité sociale. Pour les défenseurs des consommateurs, l'enjeu est clair : mettre en place des mécanismes permettant d'atténuer le fossé entre revenus et coût réel de la vie en Tunisie.

D'ici 2100, Kerkennah engloutie et 200 000 déplacés |

Le climat frappe fort



Le spécialiste en environnement, Hamdi Hachad, a tiré la sonnette d'alarme vendredi 26 septembre 2025 sur Express FM. Selon lui, la montée progressive du niveau de la mer représente un danger direct pour environ 7% des cotes tunisiennes. Les cartes publiées par Earth.org projettent un scénario préoccupant: des zones entières du littoral tunisien

pourraient être englouties d'ici 2100.

Des scénarios de submersion alarmants

Les modèles scientifiques anticipent une élévation du niveau marin comprise entre 1 mètre dans l'hypothèse modérée et 3 mètres dans le scénario extrême. À ce rythme, plusieurs zones de la capitale et de ses environs seraient menacées : Raoued, Gammarth Plage, La Marsa, Kalaât El Andalous, Ousja, Zouarine (Bizerte), Borj Cedria,

Hammam Chatt et la banlieue sud de Tunis. D'autres régions, dont le Cap Bon et le littoral nord de Sfax, seraient également touchées. L'archipel de Kerkennah, présenté comme "le maillon le plus faible", pourrait subir les pertes les plus sévères.

Kerkennah et Djerba en première ligne

Selon Hachad, certaines études prévoient la disparition de 30 à 60 % de Kerkennah à l'horizon 2100, tandis que des zones de l'île de Djerba seraient elles aussi

menacées. L'Agence nationale de protection et d'aménagement du littoral suit déjà ce dossier à travers des études et des plans préventifs, mais l'ampleur des risques reste considérable.

Des populations et des terres exposées

Les projections indiquent que plus de 200.000 habitants du Grand Tunis, soit environ 15 % de la population, pourraient être confrontés à un risque de déplacement forcé. La Tunisie pourrait perdre 250 km² de terres d'ici 2050, puis jusqu'à 1.000 km² en 2100, soit l'équivalent de la superficie du gouvernorat de Monastir.

Des impacts économiques et sociaux

Le danger dépasse les seules habitations. Les zones humides

telles que la lagune de Tunis et la Sebkha d'Ariana risquent de subir des dommages irréversibles. Les conséquences s'annoncent lourdes pour le tourisme, l'immobilier, la pêche et l'emploi. Des migrations internes massives pourraient accentuer la pression sur les villes de l'intérieur.

Un défi pressant

Pour Hachad, "**le défi climatique n'est plus une hypothèse lointaine, mais une question de temps**". Il appelle à des politiques urbaines plus résilientes, à des infrastructures capables de résister à la montée des eaux et à une protection renforcée des zones humides. Ces mesures apparaissent comme indispensables pour limiter les pertes futures.

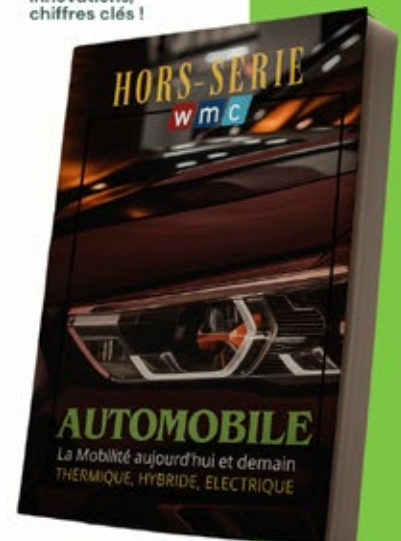
en bref

- Environ **7 % des plages** tunisiennes menacées par la montée des eaux.
- Le **niveau de la mer** pourrait grimper de 1 à 3 mètres d'ici 2100.
- **Kerkennah et Djerba** sont en première ligne du danger.
- Plus de **200 000 habitants** du Grand Tunis risquent le déplacement.
- La Tunisie pourrait **perdre 1 000 km²** de terres, soit le gouvernorat de Monastir.
- **Impacts attendus** : tourisme, immobilier, pêche et migrations internes.

Nouveau AUTOMOBILE 2025

Thermique,
Hybride,
Electrique

marques,
innovations,
chiffres clés !



www.webmanagercenter.com



La Méditerranée, zone marine la plus polluée par les plastiques au monde



La **Journée méditerranéenne du littoral (Coast Day 2025)** a été célébrée jeudi à Gammarth, dans la banlieue nord de Tunis. Organisée par l'Agence de protection et d'aménagement du littoral (APAL), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Plan d'action pour la Méditerranée et le Centre d'activités régionales pour le programme d'actions prioritaires (CAR/PAP), cette rencontre a réuni experts, institutions et

organisations régionales autour d'un constat : **la protection des côtes méditerranéennes reste entravée par l'absence d'institutions solides et de cadres législatifs adaptés.**

Pression démographique et touristique

La Méditerranée, qui abrite déjà près de **150 millions d'habitants sur ses côtes**, devrait voir sa population augmenter de 20 à

30 % d'ici le milieu du siècle. Chaque année, quelque **400 millions de touristes** exercent une pression supplémentaire sur des ressources naturelles limitées et fragiles. Selon un rapport du **Plan Bleu du PNUE/PAM**, la région se réchauffe plus vite que la moyenne mondiale et devrait dépasser **+2 °C d'ici 2040**, entraînant sécheresses, inondations, vagues de chaleur et une élévation du niveau de la mer de 40 cm.

Quatre menaces majeures

Elyes Hamza, directeur du CAR/PAP, a identifié quatre principaux périls :

- **surexploitation des ressources marines** (73 % des espèces commerciales affectées) ;
- **pollution terrestre et maritime**, avec 600 000 tonnes de plastiques déversées chaque année, dont plus de la moitié reste au fond de la mer ;
- **émissions de gaz à effet de serre**, aggravant le réchauffement ;
- **espèces invasives**, avec plus de 1 000 espèces non indigènes recensées, dont 73 % installées durablement.

« Tout le paysage marin est en train de se transformer à cause de l'activité humaine et de l'urbanisation », a-t-il souligné, appelant à impliquer davantage les populations locales dans les projets de protection.

La Tunisie saluée pour ses efforts

Pour **Mehdi Ben Haj**, directeur général par intérim de l'APAL, la résilience côtière n'est pas

seulement environnementale mais aussi socio-économique : « Face aux défis climatiques, il faut agir ensemble et travailler de concert ». Les actions de l'APAL ont été saluées par plusieurs intervenants.

Tatiana Hema, coordinatrice du PNUE/PAM, a affirmé que « les efforts de la Tunisie peuvent servir d'exemple à toute la région ». Pour **Christina Haffner Sifakis** (MedProgramme), « la Tunisie est pionnière dans la mise en œuvre d'actions pour la protection du littoral ». **Daria Povh Skugor**, directrice du CAR/PAP, a insisté sur l'importance de la coopération entre populations, scientifiques, entreprises et institutions.

Un enjeu global

Selon l'OCDE, la Méditerranée est aujourd'hui **la mer la plus polluée par les plastiques** au monde, huit fois plus que la moyenne mondiale. Sans mesures fortes, ces rejets pourraient être multipliés par deux d'ici 2050.

La célébration de Coast Day s'inscrit dans la **Convention de Barcelone** de 1976, cadre international de référence pour la protection de la Méditerranée contre la pollution.



Barrages

Le taux de remplissage des barrages tunisiens s'est élevé à 28,3%, à la date du 26 septembre 2025, avec des réserves en eau de l'ordre de 669 millions m3, en hausse de 27%, par rapport à la même période de l'année écoulée, d'après des données statistiques publiées, samedi, par l'Observatoire national de l'agriculture (ONAGRI).

Comparée à la moyenne des trois dernières années (612,8 millions m3), cette augmentation est moins importante, ne dépassant pas 9,1%.

En Tunisie, les barrages du nord accaparent 91,6% de l'ensemble des réserves en eau (soit 613 millions m3). Ces barrages affichent un taux de remplissage de l'ordre de 33,1%, alors que ceux du centre et du Cap-Bon, atteignent un taux de remplissage respectif de 9,9 % (44,7 millions de m3) et de 18,4% (11,3 millions de m3).

Pour ce qui est des apports en eau enregistrés pour la seule journée du 26 septembre 2025, ils représentent 2,620 millions m3, dont presque la totalité provient des barrages du Nord.

L'utilisation totale de ces ressources hydriques a été estimée à 1,362 million m3.

Hypertension |

Pourquoi cette maladie reste mal contrôlée dans le monde ?



Selon un rapport publié par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) lors de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, 1,4 milliard de personnes vivaient avec une hypertension artérielle en 2024. Pourtant, seules 20 % d'entre elles parviennent

à la maîtriser grâce à un traitement adapté ou à des changements de mode de vie.

L'agence déplore un accès inégal aux soins et aux médicaments, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où les taux de contrôle chutent sous les 20 %.

Des décès évitables chaque heure

« Chaque heure, plus de 1000 personnes meurent d'un AVC ou d'un infarctus causé par l'hypertension — des décès évitables avec les bons outils », a rappelé le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, appelant à une

volonté politique forte et à des réformes structurelles.

Des traitements disponibles mais inaccessibles

Malgré des thérapies efficaces, sûres et peu coûteuses, seuls 28 % des pays à faible revenu disposent généralement des médicaments recommandés, contre 93 % dans les pays riches.

Le rapport pointe plusieurs lacunes: faible sensibilisation, absence de dépistage systématique, manque de

protocoles normalisés, pénurie de personnels formés et sous-financement chronique des systèmes de santé.

Un coût économique considérable

L'inaction face à l'hypertension est lourde de conséquences : entre 2011 et 2025, les maladies cardiovasculaires devraient coûter environ 3700 milliards USD aux pays à revenu faible ou intermédiaire, soit 2 % de leur PIB combiné.

Des exemples positifs

Certains pays montrent la voie. Au Bangladesh, le taux de contrôle de la pression artérielle atteint 56 % dans certaines régions. En Corée du Sud, il s'élève à 59 % grâce à une politique de soins primaires accessibles et abordables.

L'OMS exhorte à généraliser ce type de programmes dans le cadre de la couverture sanitaire universelle, estimant que combler l'écart de traitement permettrait à la fois de sauver des vies et d'économiser des milliards chaque année.





ATB lance le “Pack Horizon” : une nouvelle offre bancaire complète et exclusive



ATB innove et enrichit son offre en lançant le **“Pack Horizon”**, une solution bancaire intégrée qui conjugue simplicité, sécurité et privilèges. Pensé pour accompagner ses clients dans toutes les étapes de leur vie, ce pack inédit sublime le quotidien en une expérience premium et ouvre de nouvelles perspectives pour concrétiser chaque rêve en un projet concret.

Le **“Pack Horizon” de l'ATB**, propose une véritable expérience alliant performance financière, confort et sérénité. Il inclut la prestigieuse **carte ATB Visa Signature**, qui va bien au-delà des opérations classiques de paiement et de retrait. Elle ouvre l'accès à un univers d'avantages exclusifs : accès à plus de 1300 lounges d'aéroport et une assurance voyage haut de gamme

couvrant le titulaire de la carte, son conjoint et ses enfants.

Le Pack Horizon donne également accès à une panoplie de produits et services bancaires, facilitant votre quotidien :

- **Gestion optimisée:** un compte de dépôt rémunéré et des solutions d'épargne sur mesure pour faire fructifier ses ressources en toute confiance.
- **Mobilité et services digitaux:** carte virtuelle E-Pay pour des paiements en ligne sécurisés, et un accès à la banque à distance 24h/24, 7j/7.
- **Financement sur mesure:** conditions préférentielles pour concrétiser ses projets immobiliers, automobiles ou personnels et pleins d'autres avantages exclusifs

À propos :

L'Arab Tunisian Bank est une institution bancaire offrant des produits et services complets et innovants tant aux particuliers qu'aux entreprises. Depuis 1982, l'ATB est engagée à fournir un service de qualité, à soutenir le développement économique et à promouvoir l'inclusion financière.

Ramzi Houidi, fondateur d'Inveep |

“Nous voulons libérer les entrepreneurs de la paperasse”



Dans un écosystème entrepreneurial où tout se compte en fractions de secondes, Inveep ambitionne de révolutionner la gestion des startups et PME. Il s'agit de centraliser toutes les opérations — de l'administratif à l'analyse en temps réel — et d'y intégrer l'intelligence artificielle. Grâce à la plateforme Inveep, les

dirigeants sont libérés des contraintes chronophages et peuvent s'investir dans les stratégies de développement, innover et créer.

Détails dans l'entretien ci-après avec le fondateur Ramzi Houidi.

Pourquoi avoir créé Inveep ? Y a-t-il un problème précis ou une frustration que vous avez voulu

résoudre en priorité ?

Nous avons voulu répondre à un problème majeur : la gestion fragmentée et chronophage des opérations dans les startups et PME. Trop souvent, les dirigeants jonglent entre plusieurs outils, ce qui entraîne des pertes de temps, des erreurs et un manque de visibilité en temps réel. Inveep centralise toutes les fonctions essentielles — gestion, analyse, suivi, et même détection intelligente via caméra — dans un écosystème unique et intuitif.



1,2 milliard de dinars

La valeur des exportations industrielles tunisiennes a augmenté de 2,5%, à 38,2 milliards de dinars, durant les huit premiers mois de l'année 2025, en comparaison avec la même période de l'année dernière, selon des données publiées par l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII).

Les statistiques de l'APII ont fait ressortir, en outre, que les exportations du secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure ont drainé des recettes de l'ordre de 7,4 milliards de dinars, suivis par les filières de l'industrie agro-alimentaire (près de 4,1 milliards de dinars), de l'industrie chimique (2,5 milliards de dinars) et des industries mécaniques et électriques (2 milliards de dinars).

S'agissant des intentions d'investissement déclarées auprès des différents services de l'Agence, ils se sont élevés à 1,2 milliard de dinars, lesquels serviront à financer plus de 1900 projets, et créer plus de 20 000 emplois lorsqu'ils entreront en phase de production.

En ce qui concerne les investissements déclarés dans le secteur des services, ils sont de l'ordre de 783,3 millions de dinars, lesquels permettront la création de 7031 projets et de 35661 nouveaux postes d'emploi.



Quand vous regardez les startups aujourd'hui, quel est selon vous leur plus grand défi en matière de gestion ?

Le plus grand défi est de maintenir un équilibre entre le pilotage stratégique et la gestion opérationnelle quotidienne. Les fondateurs sont souvent noyés par l'administratif, au détriment de l'innovation. Ils manquent également d'outils capables de leur fournir des données claires et exploitables en temps réel avec contrôle détaillé.

Simplifier la gestion pour libérer l'innovation: c'est notre credo. Les entrepreneurs ne devraient pas perdre leurs soirées dans la paperasse.

Comment définiriez-vous la philosophie d'Inveep en une phrase clé ?

Simplifier la gestion pour libérer l'innovation. Concrètement, si je suis fondateur d'une startup et que je démarre avec Inveep demain, que va-t-il changer dans ma gestion au bout d'un mois ? En un mois, vous aurez centralisé vos opérations, réduit vos tâches administratives répétitives de plus de 40%, et bénéficié d'une vision claire sur vos indicateurs clés. Vous pourrez ainsi consacrer davantage de temps à développer vos produits et votre clientèle.

Quelles sont les fonctionnalités phares qui vous distinguent des autres solutions de gestion déjà sur le marché ?

Nos atouts majeurs :

- **Intégration d'une IA** de détection via caméras intelligentes pour le suivi des stocks, produits et comportements.
- **Gestion centralisée** : CRM, facturation, suivi de commandes, gestion de stock, espace client et fournisseur.
- **Analyse en temps réel** et reporting automatisé.
- **Adaptabilité** à différents secteurs grâce à des modules personnalisables.



Trop de startups se noient dans l'administratif. Inveep a été conçu pour centraliser toutes les fonctions clés et offrir une visibilité en temps réel, afin que les dirigeants reprennent le contrôle de leur stratégie.

L'outil promet de réduire les coûts et d'augmenter la productivité. Avez-vous des exemples ou des chiffres qui illustrent cet impact ?

Chez nos clients pilotes, nous avons réduit le temps de traitement administratif de 45% et les coûts opérationnels de 20% en moyenne sur trois mois. Par exemple, un commerce de gros équipé d'Inveep a économisé environ 1 200 dinars par mois en réduisant les erreurs de gestion de stock.

Comment convaincre une jeune entreprise, souvent débordée et prudente sur les dépenses, d'investir dans votre solution ?

Nous proposons un modèle flexible, sans investissement initial lourd, et un retour sur investissement rapide grâce aux économies réalisées et au gain de productivité. Nos formules sont adaptées aux besoins et à la taille de chaque entreprise.

Quels retours ou témoignages d'utilisateurs ont le plus marqué depuis le lancement ?

Un utilisateur nous a confié : « Avant Inveep, je passais mes soirées à gérer la paperasse et contrôle mes point de vente. Aujourd'hui, je rentre chez moi à 18h, et j'ai augmenté mes ventes de 25% en trois mois avec contrôle en temps réel de mes affaires ».

Votre plateforme vise une gestion globale : comment gérez-vous l'adaptation aux besoins très différents selon les secteurs d'activité ?

Nous avons conçu Inveep comme une solution modulaire. Chaque entreprise peut activer uniquement les fonctionnalités qui correspondent à ses besoins, et nos équipes adaptent l'interface et les automatisations à chaque secteur.

Quelle a été la fonctionnalité la plus

difficile à concevoir ou à intégrer dans Inveep ?

L'intégration de l'IA de détection en temps réel à partir de flux vidéo. Il a fallu optimiser le traitement pour que les analyses soient rapides, précises, et ne nécessitent pas d'infrastructure lourde.



Un utilisateur nous a confié : avant Inveep, je passais mes soirées à contrôler mes points de vente. Aujourd'hui, je rentre chez moi à 18h, et mes ventes ont augmenté de 25 % en seulement trois mois.

Cherchez-vous à collaborer avec des incubateurs, accélérateurs ou fonds d'investissement pour accélérer votre déploiement ?

Oui, nous sommes ouverts aux partenariats stratégiques avec des incubateurs et investisseurs qui partagent notre vision et peuvent nous aider à accélérer notre déploiement international. Dans cinq ans, voyez-vous Inveep comme un outil incontournable

des startups, ou bien comme une solution adaptée aussi aux PME plus matures ?

Nous voyons [Inveep](#) comme une solution incontournable pour les startups et les PME, mais aussi pour les entreprises plus matures qui souhaitent moderniser leur gestion et intégrer l'IA dans leurs opérations.

La centralisation des données est une force mais aussi un risque : comment garantissez-vous la sécurité et la confidentialité des informations clients ?

Nous utilisons un chiffrement de bout en bout, des serveurs sécurisés, et des politiques strictes de gestion des accès. Les données appartiennent entièrement à nos clients et ne sont jamais exploitées à d'autres fins.

Un utilisateur nous a confié : avant Inveep, je passais mes soirées à contrôler mes points de vente. Aujourd'hui, je rentre chez moi à 18h, et mes ventes ont augmenté de 25 % en seulement trois mois.

En quoi votre solution peut aider les entrepreneurs à se concentrer sur l'innovation plutôt que sur la gestion administrative ?

En automatisant les tâches répétitives, en centralisant les informations, et en offrant des tableaux de bord clairs, nous libérons un temps précieux que les entrepreneurs peuvent consacrer à la création, à la R&D et au développement commercial.

Si vous deviez imaginer l'entreprise « parfaite » gérée avec Inveep, à quoi ressemblerait-elle ?

Une entreprise agile, capable de prendre des décisions éclairées en temps réel grâce à des données fiables, et où chaque collaborateur est concentré sur la valeur ajoutée plutôt que sur la paperasse. Notre approche modulaire, notre intégration poussée de

l'IA et notre modèle nous place en tant qu'allié stratégique pour toutes les entreprises, de la jeune pousse à la PME établie. Nous ambitionnons de replacer l'humain et l'innovation au cœur du développement, en laissant la gestion aux mains d'outils intelligents.

Avez-vous réalisé des levées de fonds ?

Nous avons démarré en autofinancement et sommes actuellement en discussions avec plusieurs investisseurs pour accélérer notre croissance.

Entretien conduit par Amel Belhadj Ali

en bref

- **Inveep** centralise la gestion des startups et PME dans une plateforme unique.
- **L'outil intègre CRM**, facturation, gestion de stock, reporting automatisé et IA de détection.
- **Objectif** : réduire le temps perdu sur l'administratif et libérer l'innovation.
- **Les clients pilotes** constatent jusqu'à 45 % de gain de temps et 20 % d'économies de coûts.
- **Témoignages** : une hausse des ventes de 25 % en trois mois.
- **Modèle flexible**, ROI rapide et sécurité des données renforcée.



La BIAT lance sa nouvelle carte de paiement fractionné BIATFLEXY



Tunis, le 1er octobre 2025
– La BIAT lance la carte de paiement BIATFLEXY, un moyen de paiement innovant et flexible qui permet aux clients de régler leurs achats en mode fractionné, répondant ainsi au besoin accru de souplesse dans la gestion du budget et des dépenses.

La BIAT poursuit sa dynamique d'innovation et de proximité client en lançant la carte BIATFLEXY, un nouveau moyen de paiement fractionné, conçu pour offrir aux clients une plus grande facilité dans la gestion de leurs dépenses. Le lancement de la carte BIATFLEXY reflète la volonté de la BIAT d'apporter une réponse concrète aux attentes des clients en matière de flexibilité, dans un contexte marqué par une demande croissante de solutions de paiement différé.

Destinée aux clients de particuliers ou professionnels disposant d'un compte à vue en dinars tunisiens, la carte BIATFLEXY repose sur un principe simple. Elle permet le règlement des achats tout en étalant les remboursements sur une période de six mois. Son plafond fixe, déterminé selon la situation financière de chaque client, assure une utilisation souple et personnalisée. De plus, elle permet d'effectuer les paiements sur TPE et en ligne en garantissant un niveau élevé de

sécurité pour chaque transaction. Afin de mieux l'adapter aux différents profils de clientèle, la nouvelle carte est proposée en deux versions distinctes. La première, baptisée BIATFLEXY, permet de fractionner les dépenses en six mensualités égales. La première échéance est prélevée à la fin du mois où les achats sont réalisés, et les remboursements se poursuivent les cinq mois suivants. Le plafond d'utilisation est compris entre 500 et 2 000 dinars. Le principe de fonctionnement revolving permet au plafond de se reconstituer progressivement à mesure que les mensualités sont remboursées. Les prélèvements mensuels sont effectués par le débit du compte auquel est adossée la carte.

La seconde version, BIATFLEXY+, est destinée aux clients souhaitant bénéficier d'un délai de remboursement plus souple. Elle offre une franchise d'un mois avant le prélèvement

de la première échéance, les remboursements sont ensuite répartis sur les cinq mois suivants. Cette formule permet une plus grande flexibilité dans la gestion du budget. Le plafond de la carte BIATFLEXY+ est élargi à 20 000 dinars avec un montant minimum fixé à 500 dinars. Comme pour la version classique, les échéances sont prélevées mensuellement par le débit du compte auquel est adossée la carte.

Le lancement de ces deux versions traduit l'ambition constante de la BIAT de faciliter la vie quotidienne de ses clients, particuliers comme professionnels, en leur permettant d'assurer une gestion à la fois simple, souple et responsable de leurs dépenses. Il réaffirme également le rôle de la BIAT dans la modernisation du secteur bancaire tunisien, en accord avec les orientations réglementaires et les standards internationaux en matière de sécurité.

A propos de la BIAT :

Banque universelle, acteur de référence en Tunisie, la BIAT constitue aujourd'hui un groupe bancaire solide avec ses filiales dans les domaines de l'assurance, de la gestion d'actifs, du capital-investissement, de l'intermédiation boursière et du conseil. Implantée sur tout le territoire, la BIAT compte aujourd'hui 206 agences à travers toute la Tunisie. Près de 2500 collaborateurs travaillent au service de ses clients : particuliers, professionnels, PME, grandes entreprises et institutionnels.

Très attentive à sa responsabilité sociétale, la BIAT a traduit son positionnement citoyen par de nombreux engagements. La création de la Fondation BIAT pour la jeunesse tunisienne, au printemps 2014, en est emblématique et ancre cet engagement de façon pérenne.



Les jeunes talents tunisiens brillent à Amman



L'intelligence tunisienne s'illustre une fois de plus sur la scène arabe. Lors de la cérémonie de clôture de la 6^e édition du concours « Let's Innovate for Youth Entrepreneurship and Innovation », organisée par la société jordanienne Entro Gate du 6 au 9 septembre à Amman, les jeunes esprits tunisiens ont fait sensation.

Placée sous le haut patronage de Son Altesse Royale la Princesse Basma Bint Al Hassan Bin Talal, l'événement a réuni des participants venus de 12

pays arabes. La Tunisie y était représentée par quatre jeunes innovateurs, véritables pépites de créativité, qui ont présenté des projets entrepreneuriaux audacieux et prometteurs.

Des victoires éclatantes pour la Tunisie

- **Grand Prix :** Le jeune prodige Selim Ben Mbarek a remporté la plus haute distinction pour son projet révolutionnaire S-DRONES, alliant technologie et vision futuriste.
- **Prix du meilleur design de jeu :** Taha Jelassi a séduit le jury par son ingéniosité et sa maîtrise du design interactif.

- **Prix du meilleur pitch :** Hedi Kamoun et Haroun Belhaj ont décroché respectivement la première et la deuxième place pour la qualité exceptionnelle de leur présentation.

Un rayonnement qui dépasse les frontières

La présence de l'ambassadrice de Tunisie en Jordanie, Mme Moufida Zribi, venue saluer les lauréats, a souligné l'importance de ce succès. Ces jeunes ambassadeurs du savoir tunisien ont porté haut les couleurs de leur pays, prouvant que la passion pour la science, l'innovation et l'entrepreneuriat est bien vivante chez les nouvelles générations.

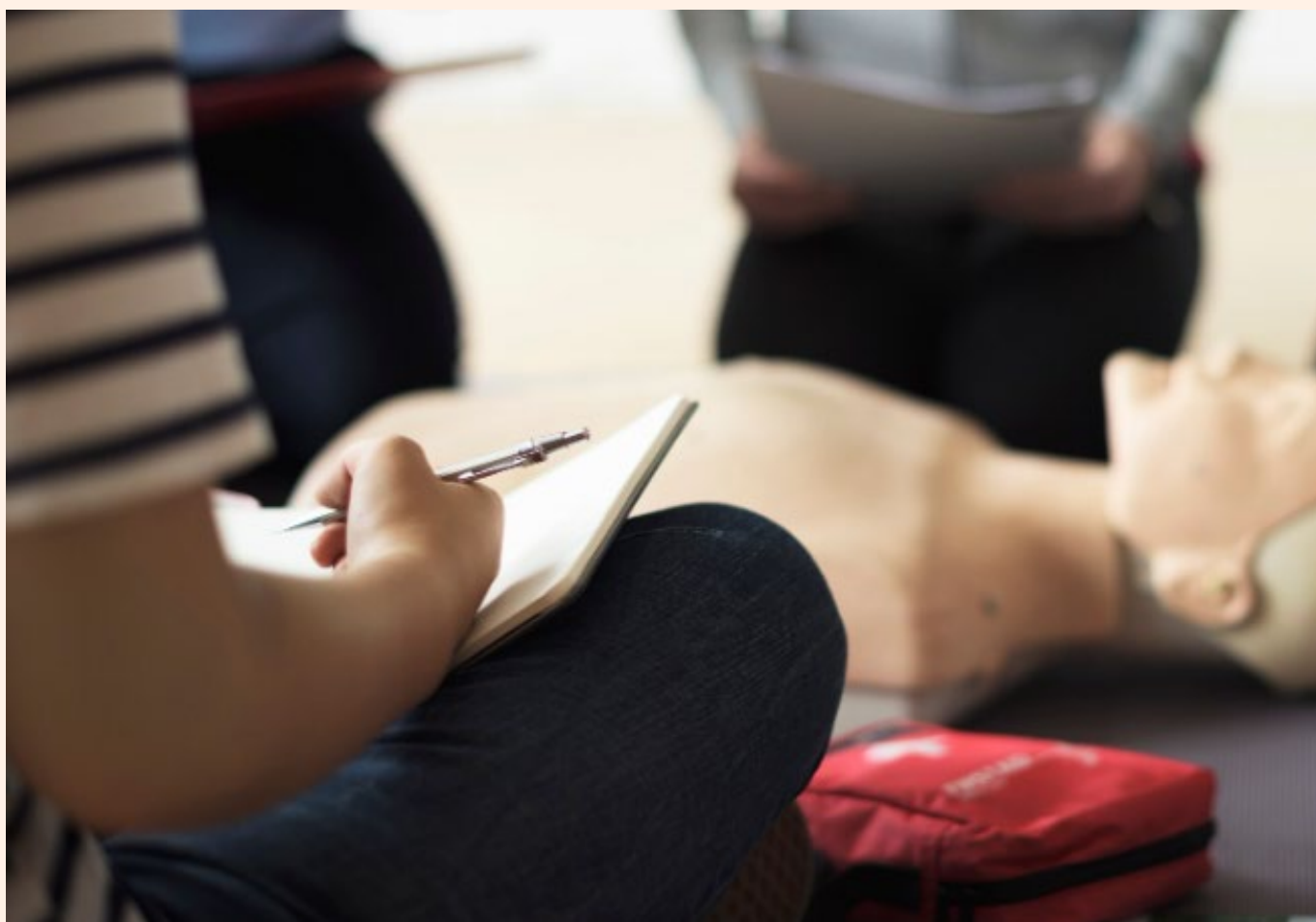
Fierté, inspiration et avenir

Ce triomphe n'est pas seulement une victoire individuelle : c'est un message d'espoir pour toute une nation. Il témoigne de la richesse intellectuelle de la jeunesse tunisienne, de son audace et de sa capacité à imaginer un avenir meilleur, fondé sur la connaissance, la créativité et l'excellence.

A.B.A

Formation paramédicale |

Une niche à forte employabilité en Tunisie et à l'étranger



Suspendues en 2013 par le gouvernement islamiste (Troïka) en raison du surnombre des promus et des difficultés rencontrées pour leur insertion dans le marché du travail, les autorisations pour l'ouverture d'établissements privés

pour la formation paramédicale viennent d'être relancées, voire réhabilitées.

Un conseil ministériel, tenu le 27 août 2025, a décidé l'annulation des décisions portant suspension de l'octroi des agréments aux fins de création de nouveaux établissements privés

d'enseignement supérieur dans le domaine paramédical.

L'ouverture de nouveaux établissements est assortie de nouvelles conditions visant à faire l'économie des erreurs du passé. Il s'agit, notamment, de réviser le cahier des charges relatif à la création de ces établissements.



« Les autorisations pour l'ouverture d'établissements privés pour la formation paramédicale viennent d'être relancées. »

Nouvelles conditions pour l'obtention de l'agrément

Cette révision prévoit la délimitation de la capacité maximale d'accueil des étudiants, toutes spécialités paramédicales confondues, en fonction de la disponibilité des stages, du corps enseignant et des besoins du pays en matière de formation. Une carte nationale des filières paramédicales sera mise à la disposition des institutions de formation.

A la faveur de cette révision, l'accent sera mis sur la formation de haute qualité, en termes de niveau minimum requis des étudiants, de qualité et de modernité des programmes : obligation d'intégrer les technologies modernes et de dispenser les langues étrangères. Par delà ces mesures, nous pensons que la restauration des autorisations pour l'ouverture de nouveaux établissements privés d'enseignement supérieur dans le domaine paramédical est, à priori, une excellente décision.

Elle est fort pertinente, et ce, pour trois raisons majeures.

La formation paramédicale pour répondre à trois besoins

La première raison s'explique par le souci de réglementer davantage cette activité et de doter son exercice de la légalité et de la transparence requise. Il n'est pas inutile de rappeler que l'annulation des autorisations depuis 2013, et son corollaire, l'absence d'accréditation, a donné l'occasion à certains intrus, voire des personnes malveillantes, d'assurer en dehors des cadres légaux, des sessions de formation paramédicale, dans ce qui est appelé médecine alternative, acupuncture, hijama (cupping therapy), massages thérapeutiques et autres spécialités paramédicales.



« La révision prévoit la délimitation de la capacité maximale d'accueil des étudiants. »

La deuxième raison répond à un besoin urgent, celui de remédier à la pénurie de ressources humaines dans le domaine des métiers d'infirmières et autres spécialités paramédicales, tant sur le marché

national qu'international, où la demande reste élevée.

A l'échelle nationale, abstraction faite de la reprise de l'octroi de licences pour l'ouverture de nouvelles institutions, le gouvernement tunisien, convaincu de la forte employabilité et rentabilité de la formation paramédicale a décidé de renforcer l'offre publique de formations pour répondre aux besoins du secteur de la santé.

A cette fin, il a programmé plusieurs projets dans le secteur public. Rien que pour l'année 2025, Il prévoit l'ouverture de l'École supérieure des sciences et techniques de la santé à Gafsa, ainsi que la programmation d'établissements similaires à Kairouan, Kasserine et Jendouba. En Tunisie, la formation paramédicale est assurée, actuellement, par des institutions publiques et privées offrant des licences pour le métier d'infirmières, physiothérapie, nutrition, et d'autres spécialités. Au nombre de ces institutions figurent , la Faculté privée des Sciences de la Santé de l'Université Centrale , l' Université Mahmoud el Materi et l' École Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé (ESSTST publique) de Tunis.

Forte demande des cadres paramédicaux en Europe

La troisième raison a trait à l'intérêt qu'il y a pour la Tunisie



Noor-Ouarzazate

Le Complexe solaire Noor-Ouarzazate démontre que la situation "n'est pas si sombre" dans le continent africain, a souligné la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU).

Dans un article publié sur son site Internet, la CEA-ONU souligne que le Complexe Noor-Ouarzazate s'impose comme un modèle en matière d'accès à l'électricité, notant que cette installation est souvent citée parmi les plus grandes solaires au monde.

La Commission rappelle que des centaines de millions d'Africains vivant encore sans électricité, dépendent du pétrole, des bougies et du bois de chauffage, notant toutefois que "la situation n'est pas si sombre en Afrique".

Elle relève que le chiffre souvent cité de 600 millions d'Africains privés d'électricité est devenu alarmant, estimant que le coût se mesure en croissance stagnante, en opportunités manquées et en 700.000 décès évitables chaque année.

de former le plus grand nombre de cadres paramédicaux dans la mesure où l'excédent de promus pourrait être, facilement, recruté à l'étranger. Les cadres paramédicaux sont, de nos jours, très demandés, particulièrement, dans plusieurs pays européens (Grande Bretagne, Allemagne, Italie, France...).

« **Les cadres paramédicaux sont très demandés, particulièrement en Europe. »**

L'Union européenne (UE) fait face à une pénurie de personnel paramédical, notamment d'infirmiers et de personnel soignant.

Cette pénurie est due à deux facteurs :

- Le vieillissement croissant des citoyens européens augmente les besoins en soins de longue durée et en soins pour les maladies chroniques.
- Départs à la retraite et démissions dans le secteur paramédical qui ne serait plus attrayant. L'intérêt pour les carrières dans le domaine des soins infirmiers et paramédicaux a diminué, contribuant à la pénurie.

Cette pénurie est du reste une opportunité pour le gouvernement tunisien pour placer un important pan de jeunes qualifiés à la recherche d'emplois bien rémunérés en Europe, avec à l'horizon de précieux transferts de devises en Tunisie.

Abou SARRA

en bref

- **Relance des autorisations** d'ouverture d'écoles paramédicales privées, suspendues depuis 2013.
- **Nouvelles conditions fixées :** capacités limitées, carte nationale des filières, programmes modernisés.
- **Objectifs :** réglementer les formations, répondre à la pénurie nationale et favoriser l'employabilité.
- Le gouvernement prévoit aussi de **nouvelles écoles publiques** en 2025.
- **En Europe,** la forte demande de soignants représente une opportunité pour les diplômés tunisiens.

Loi de finances 2026 | Quelles réformes

Le gouvernement tunisien prépare la loi de finances 2026 avec l'ambition de concilier justice sociale et relance économique. La cheffe du gouvernement, Sarra Zaafrani Zenzri, a insisté sur la nécessité d'introduire des mécanismes de financement innovants pour accompagner les réformes et les recrutements prévus dans la fonction publique.

Adapter les finances publiques aux mutations

Présentant les grandes lignes lors d'un conseil ministériel, la cheffe du gouvernement a souligné que ces mécanismes visent à faire face aux pressions géopolitiques mondiales et aux mutations économiques, tout en compressant les dépenses publiques et stimulant la croissance. Le projet s'inscrit dans le plan de développement 2026-2030 et se veut un outil pour renforcer les bases de l'État social.

Priorité aux catégories vulnérables

Le texte met en avant l'intégration des catégories sociales vulnérables et à faible revenu dans le tissu économique. L'objectif est d'améliorer leurs conditions de vie à travers des mesures concrètes : formation, mise à niveau et accès

à l'emploi. Cette approche se veut durable et privilégie l'insertion plutôt que la seule distribution d'aides financières.

Réformes fiscales et soutien aux entreprises

Le projet introduit des dispositions fiscales destinées à instaurer davantage de justice fiscale, réduire les disparités sociales et soutenir le pouvoir d'achat, notamment des classes moyennes et modestes. Parallèlement, un appui spécifique aux entreprises est prévu : dégrèvements fiscaux sur les acquisitions, accès facilité au financement et encouragement de l'investissement.

Santé, éducation et protection sociale

La loi de finances 2026 prévoit également un renforcement du système de santé publique afin d'assurer une couverture universelle des services de base. Dans le domaine éducatif, elle soutiendra la réforme des programmes et la création d'espaces adaptés aux besoins de l'école tunisienne.

Les caisses sociales seront alimentées par des sources de financement diversifiées pour garantir la pérennité d'un

système de couverture complet. Le programme social Amen sera rationalisé afin de mieux cibler les bénéficiaires.

Transition énergétique et lutte contre l'informel

Le texte s'attaque aussi aux défis structurels : il encourage les énergies renouvelables et la fabrication d'équipements de stockage. Il inclut par ailleurs un plan pour intégrer le secteur informel à travers simplification administrative, digitalisation, fiscalité adaptée et extension de la sécurité sociale. La lutte contre l'évasion fiscale passera par la transparence et l'usage accru des paiements électroniques.

Consolider les ressources de l'État

Enfin, la loi vise à renforcer les ressources non fiscales et à soutenir les projets publics en ajustant la fiscalité de certains établissements. L'objectif est d'alléger leurs charges dans un contexte de difficultés structurelles.

Avec ce projet, le gouvernement veut tracer un équilibre délicat entre équité sociale, modernisation économique et soutenabilité budgétaire.

ils Ont Dit

Public ou privé

« Le choix d'un établissement ne se fait plus en fonction de son statut public ou privé, mais en fonction de critères objectifs : la qualité de la formation, le taux d'employabilité, les partenariats internationaux et l'épanouissement des étudiants. ». Houbeb Ajmi - Vice-Présidente FNESE



AGIL

« En Tunisie, le système universitaire progresse mais trop lentement et reste éloigné des réalités économiques. Pour relever le défi de l'employabilité, il doit devenir plus agile, impliquer davantage les entreprises et favoriser une véritable culture entrepreneuriale sur ses campus. »



« Aujourd'hui, la majorité des jeunes souhaitent étudier en anglais. Mais pour changer la langue d'enseignement, une université doit engager une procédure d'habilitation lourde et inadaptée. Cela freine notre évolution » Houbeb Ajmi.

Chômage

« Près d'un tiers des jeunes diplômés tunisiens se retrouvent aujourd'hui au chômage. L'université, censée jouer le rôle d'ascenseur social, devient un facteur de frustration et d'exclusion. »



Croissance

« Le taux de croissance réalisé par une économie n'a que peu de sens face à la détérioration des indicateurs du commerce extérieur, du solde courant, de la montée de la pauvreté et de la répartition inéquitable des richesses. »

— Aram Belhadj



Université

- « L'université tunisienne accumule les réformes inachevées depuis des années. »
- « Un tiers des jeunes diplômés tunisiens reste sans emploi. »
- « Enseignants marginalisés, salaires faibles : l'exode académique s'accélère. »
- « L'autonomie universitaire reste un mirage face à la bureaucratie. »
- « Surdiplômés mais sous qualifiés : le paradoxe des diplômés tunisiens. »



MACAM Tunis ouvre sa saison avec « Illuminations contemporaines »



Le Musée d'Art Contemporain et Moderne de Tunis (MACAM Tunis) a lancé vendredi sa saison artistique 2025-2026 avec l'exposition collective «**Illuminations contemporaines**». Présentée dans la salle des expositions temporaires au 3^e étage de la Cité de la Culture, elle réunit plus de 70 œuvres issues du Fonds national d'arts plastiques et met en lumière le travail d'une cinquantaine d'artistes tunisiens.

Une scénographie ouverte sur la diversité

Placée sous le commissariat

d'Ahlem Bousandal, directrice générale du musée, l'exposition propose une scénographie pensée comme un parcours libre. Abstraction, engagement sociétal et questionnements conceptuels s'y croisent. Peinture, sculpture, céramique, photographie et art contemporain reflètent la diversité des sensibilités et des approches esthétiques de la scène tunisienne actuelle.

Hommage à Abdelhamid Hajjem

Parallèlement, le MACAM rend hommage au sculpteur **Abdelhamid Hajjem** (1940-2025), figure majeure de la création plastique. Trois œuvres emblématiques – *Femme allongée*, *Femme se coiffant* et *Maternité* – accueillent le visiteur à l'entrée. En marbre et en bois, elles symbolisent la puissance, la lumière et l'authenticité. Des vidéos et une biographie rappellent son parcours, marqué par des expositions internationales et par le prix de la Sculpture du président Habib Bourguiba en 1979.

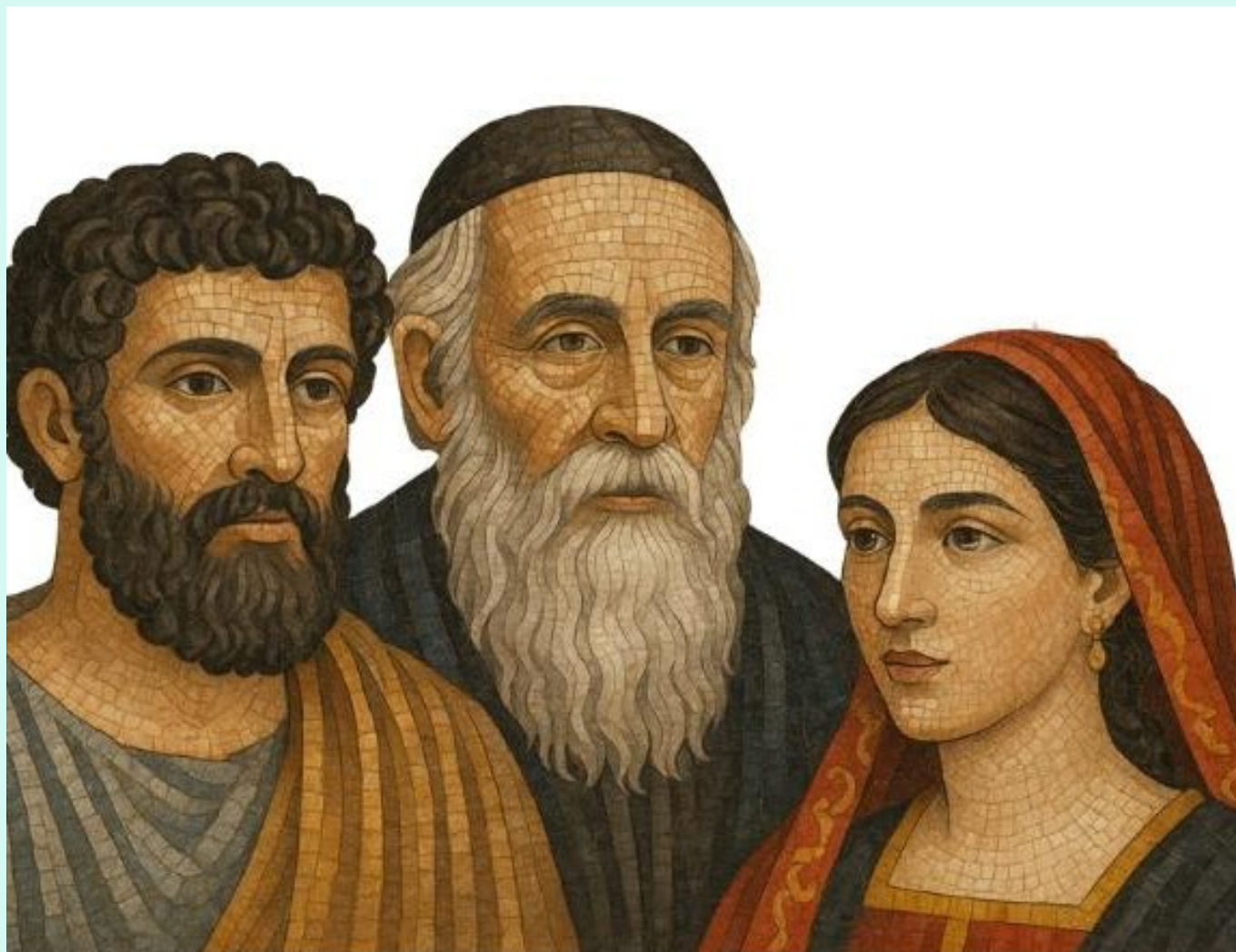
Une vitrine du patrimoine et de la création

Depuis son inauguration en 2018, le MACAM s'est affirmé comme un espace unique dédié aux arts plastiques et visuels. Ses missions vont de la conservation et de la restauration des œuvres à la valorisation de la création contemporaine. L'exposition actuelle s'inscrit dans la continuité d'événements marquants comme « Arts plastiques en Tunisie : voyage avec le Fonds national (1850-2021) », qui avait réuni près de 400 œuvres en 2022.

Une réflexion sur l'art et la société

« Illuminations contemporaines » offre un panorama représentatif d'une scène en perpétuelle mutation. Elle questionne les frontières de l'expression artistique et interroge la place de l'art dans une société en transformation. Pour Ahlem Bousandal, il s'agit de promouvoir la richesse du patrimoine plastique tunisien tout en accompagnant les nouvelles dynamiques créatives.

Trois livres pour raviver les mémoires oubliées



TUNIS, 26 septembre 2025 (TAP) – Dans les récits dominants, des mémoires invisibles et parfois oubliées cherchent à réapparaître. Trois ouvrages de la collection Tunisie Plurielle, publiés

en juillet 2025 chez la jeune maison d'édition Santillana, ravivent les fragments d'histoire pour trois communautés : espagnole, juive et grecque.

Présentation à la Médiathèque de l'Institut français

Présentés jeudi soir, à la Médiathèque de l'Institut français de Tunisie, ces livres invitent à une plongée dans une mémoire collective longtemps

marginalisée: La Communauté Grecque de Tunisie (16ème-21ème siècle) d'Antonis A. Chaldeos, Les réfugiés espagnols en Tunisie – L'exil républicain de Béchir Yazidi et Les Rabbins juifs en Tunisie à l'époque de la colonisation française, un ouvrage en arabe de Sameh Metoui.

La rencontre, animée par le Pr. Habib Kazdaghli, directeur de la collection Tunisie Plurielle, a eu lieu en présence de Sameh Metoui et de Spiro Ampelas, traducteur du livre sur la communauté grecque (par visioconférence), ainsi que de Hatem Louati, cofondateur de Santillana.

Une mémoire plurielle en quête de visibilité

Le Professeur Kazdaghli assimile la mémoire perdue des communautés ayant habité en Tunisie à « une petite histoire qui a été vaincue », face à une « dominance de la grande histoire ». Il évoque une diversité enrichissante pour l'identité plurielle, d'où l'idée de développer cette collection.

Au moment où des bateaux partent vers la rive nord, l'histoire rappelle qu'il y a eu, dans le passé, un flux de migrations inverses, souligne l'universitaire. Il cite l'exemple de milliers de Siciliens arrivant par la mer, autrefois sur des voiliers au lieu de bateaux à moteurs.

Histoire des migrations et continuités humaines

Ce mouvement migratoire à sens inverse, du Sud vers le Nord, était le résultat de circonstances différentes de celles des migrations du Nord vers le Sud. Mais pour des gens cherchant à améliorer leur situation, l'objectif restait le même que celui d'aujourd'hui.

Le directeur de la Collection affirme qu'« il est notre devoir de nous intéresser à ce genre de recherches dans l'histoire de la Tunisie dans sa pluralité... L'objectif de sa Collection, c'est d'essayer de donner place à ceux qui ont été balayés par la grande histoire ».

Une démarche critique et inclusive

« Loin de chercher à blanchir » certaines communautés dont la présence s'inscrivait dans un cadre colonial, cette démarche vise à mettre en lumière une pluralité et une richesse propres à la Tunisie.

Avec ces trois parutions, Tunisie Plurielle tente de restituer les mémoires qui composent l'histoire plurielle de la Tunisie en sortant de l'ombre des récits méconnus. Les ouvrages présentés offrent une mosaïque socio-culturelle d'un pays

carrefour de civilisations, façonné par des trajectoires humaines diverses.

Une collection en expansion

Ces ouvrages rejoignent trois autres titres : Les Pères blancs en Tunisie (2025), Les Juifs, nos frères en la patrie (2024) et Les Italiens de La Goulette (2024).

L'éditeur a annoncé que d'autres minorités ayant marqué l'histoire tunisienne – Maltais, Russes ou Serbes – feront l'objet de prochains ouvrages.

Santillana : une maison d'édition engagée

Créée en 2024, Santillana rend hommage à David Santillana (1855-1931), éminent juriste tunisien et rapporteur du Code des obligations et des contrats, premier code civil tunisien promulgué en 1906. Fidèle à cet héritage, la maison promeut la réflexion et la recherche en sciences humaines et sociales, offrant un espace éditorial dédié à la pensée critique, à l'innovation académique et au dialogue interdisciplinaire.

C'était en 2003 |

Bourse en panne, compagnies aériennes fragilisées et banques en mutation



Parce que l'histoire de l'économie éclaire toujours le présent, WMC lance une nouvelle rubrique rétrospective : « C'était en... ». Chaque semaine, nous replongerons dans les archives de Webmanagercenter, pour revisiter des événements économiques, sociaux et politiques marquants d'il y a 10, 20 ans ou plus. Avec cette rubrique, WMC se transforme aussi en mémoire vivante de l'économie tunisienne, en donnant une seconde vie à ses archives.

Avril 2003 s'ouvre dans un climat économique international tendu. La guerre en Irak secoue les marchés, le transport aérien mondial traverse sa plus grave crise depuis le 11 septembre 2001 et, en Tunisie, les acteurs financiers se réunissent pour diagnostiquer l'état du marché. Plus de vingt ans plus tard, ces constats résonnent étrangement familiers: entre fragilités persistantes et transformations inachevées, ce retour en arrière éclaire les défis de notre présent.

La Bourse de Tunis face à ses paradoxes

“La bourse vue par les intermédiaires : Facteurs exogènes et endogènes, mais pas de mea-culpa”

Réunis discrètement à Hammamet, les intermédiaires boursiers tirent la sonnette d'alarme : volume d'échanges en baisse de 32 %, chute du Tunindex de 11,6 %, émissions réduites de

32 %. Le diagnostic pointe deux causes : des facteurs externes liés à l'instabilité internationale, mais aussi des facteurs internes comme l'absence d'épargne longue et de titres de qualité.

Le paradoxe est alors souligné : une infrastructure "aux standards internationaux" mais une contribution au financement de l'économie "en deçà des attentes minimales".

- Vingt ans plus tard, le constat reste partiellement valable: la Bourse de Tunis peine toujours à attirer de nouveaux investisseurs, avec une capitalisation limitée face aux besoins d'investissement national.

TunisAir et ses consœurs dans la tempête

"Transport aérien : Les compagnies tunisiennes sur la brèche"

La compagnie nationale affiche un déficit d'environ 30 MDT pour 2002, malgré une rectification par rapport aux pertes initialement annoncées (59,6 MDT). Le PDG Rafaa Dkhil admet que "le cumul de pertes pourrait atteindre 370 MDT en 2006".

La guerre en Irak amplifie les difficultés : réservations annulées, appareils retirés, liaisons

supprimées. NouvelAir enregistre une baisse de trafic de 23 % et Tuninter chute de 54 % sur ses lignes internationales.

- Aujourd'hui, TunisAir reste engluée dans des déficits chroniques, avec une flotte vieillissante et des plans de restructuration sans cesse repoussés. Les difficultés d'hier préfiguraient celles d'aujourd'hui.

Banques de développement : l'opération sauvetage

"Les mesures qui aideront les banques de développement à devenir commerciales"

Un projet de loi propose d'accorder des privilèges fiscaux aux cinq banques mixtes tunisiennes (Stusid, BTKD, BTQI, BTEI et BTL). L'objectif : leur permettre de se transformer en banques commerciales et de faire face à la concurrence des banques classiques, alors qu'elles sont plombées par des créances accrochées et des participations difficiles à céder.

Ce plan marque le début d'une mutation qui mènera, quelques années plus tard, à l'effacement progressif de ces acteurs.

- Deux décennies après, la consolidation bancaire

tunisienne reste inachevée, mais la logique de concentration et de sauvetage par l'État est toujours d'actualité.

Le bricolage, nouveau terrain de bataille commerciale

"Exclusif : Les bricoleurs débarquent"

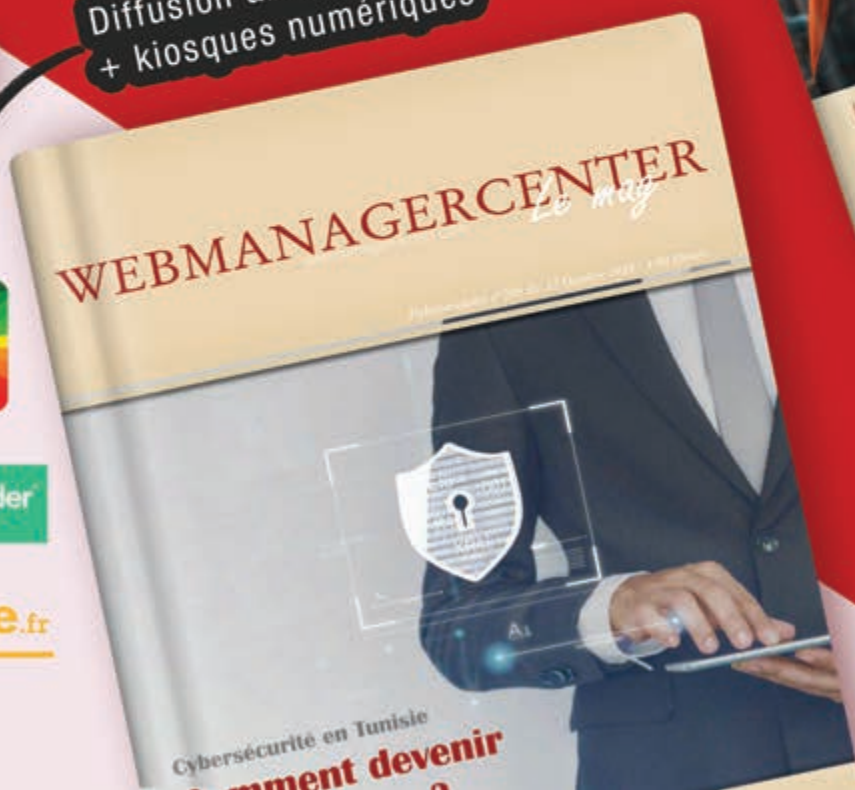
Le marché tunisien du bricolage attire les grandes enseignes françaises. Bricorama signe avec le groupe Abdennadher, tandis que Mr Bricolage discute avec le Souissi Home Center. Le secteur, encore embryonnaire, s'ouvre aux standards internationaux.

- Aujourd'hui, le bricolage et la grande distribution spécialisée sont dominés par de grandes enseignes locales et internationales, mais le secteur reste limité en taille, à l'image d'un pouvoir d'achat contraint.

hebdomadaire

WMC Le Mag

Diffusion abonnés
+ kiosques numériques



L'IA, un allié stratégique pour la lutte contre les épidémies en Tunisie



En Tunisie, la gestion des épidémies reste un défi majeur pour le système de santé, déjà fragilisé par des contraintes budgétaires et logistiques. L'intelligence artificielle (IA) s'impose de plus en plus comme un outil stratégique, capable

d'anticiper les flambées, de suivre leur propagation et d'optimiser les réponses sanitaires. Si son déploiement reste encore limité, son potentiel pourrait transformer la manière dont le pays affronte les crises sanitaires.

Anticiper grâce à la data

L'un des principaux atouts de l'IA réside dans sa capacité à analyser en temps réel des volumes massifs de données. En recoupant les informations issues des hôpitaux, des laboratoires et même

des recherches en ligne, des algorithmes peuvent identifier les signaux faibles d'une épidémie. En Tunisie, l'intégration de ces outils permettrait de détecter plus tôt des maladies comme la dengue, la grippe saisonnière ou le COVID-19, offrant ainsi un temps précieux aux autorités pour réagir.

Suivi et modélisation de la propagation

Les systèmes d'IA appliqués à l'épidémiologie permettent également de modéliser la vitesse et l'ampleur de la propagation d'un virus. Ces simulations reposent sur des données démographiques, climatiques et de mobilité. Dans un pays comme la Tunisie, où les flux internes et transfrontaliers sont importants, ces modèles prédictifs seraient essentiels pour cibler les campagnes de prévention et optimiser la répartition des ressources médicales.

Optimiser la réponse sanitaire

Au-delà de la prévention, l'IA peut renforcer l'efficacité de la réponse. Des plateformes intelligentes aident déjà certains pays à planifier la distribution des vaccins, gérer les stocks de médicaments ou orienter les patients vers les structures de soins les mieux équipées. Pour la

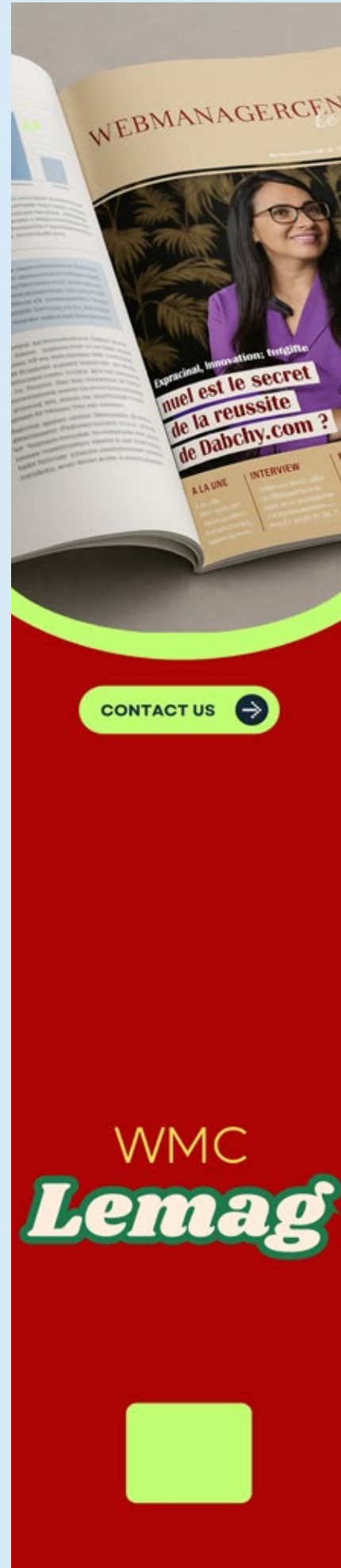
Tunisie, cela représenterait une avancée décisive, notamment dans les régions intérieures où l'accès aux services de santé reste limité.

Défis éthiques et technologiques

Cependant, l'adoption de l'IA en santé publique pose plusieurs défis. La qualité et la fiabilité des données sont encore fragiles, et l'interopérabilité entre les systèmes hospitaliers demeure limitée. De plus, la question de la confidentialité et de la protection des données de santé reste sensible. Enfin, les investissements nécessaires en infrastructures numériques et en formation du personnel sont considérables.

Vers une stratégie nationale ?

Plusieurs experts tunisiens plaident pour une stratégie nationale intégrant l'IA à la gestion des crises sanitaires. Celle-ci pourrait s'appuyer sur des partenariats internationaux, des startups locales spécialisées en healthtech et une meilleure gouvernance des données. Dans un contexte mondial où la prévention est devenue une arme aussi importante que le traitement, l'IA pourrait être un atout stratégique pour renforcer la résilience sanitaire du pays.



WEBMANAGERCENT

Expérience, Innovation, Intégrité

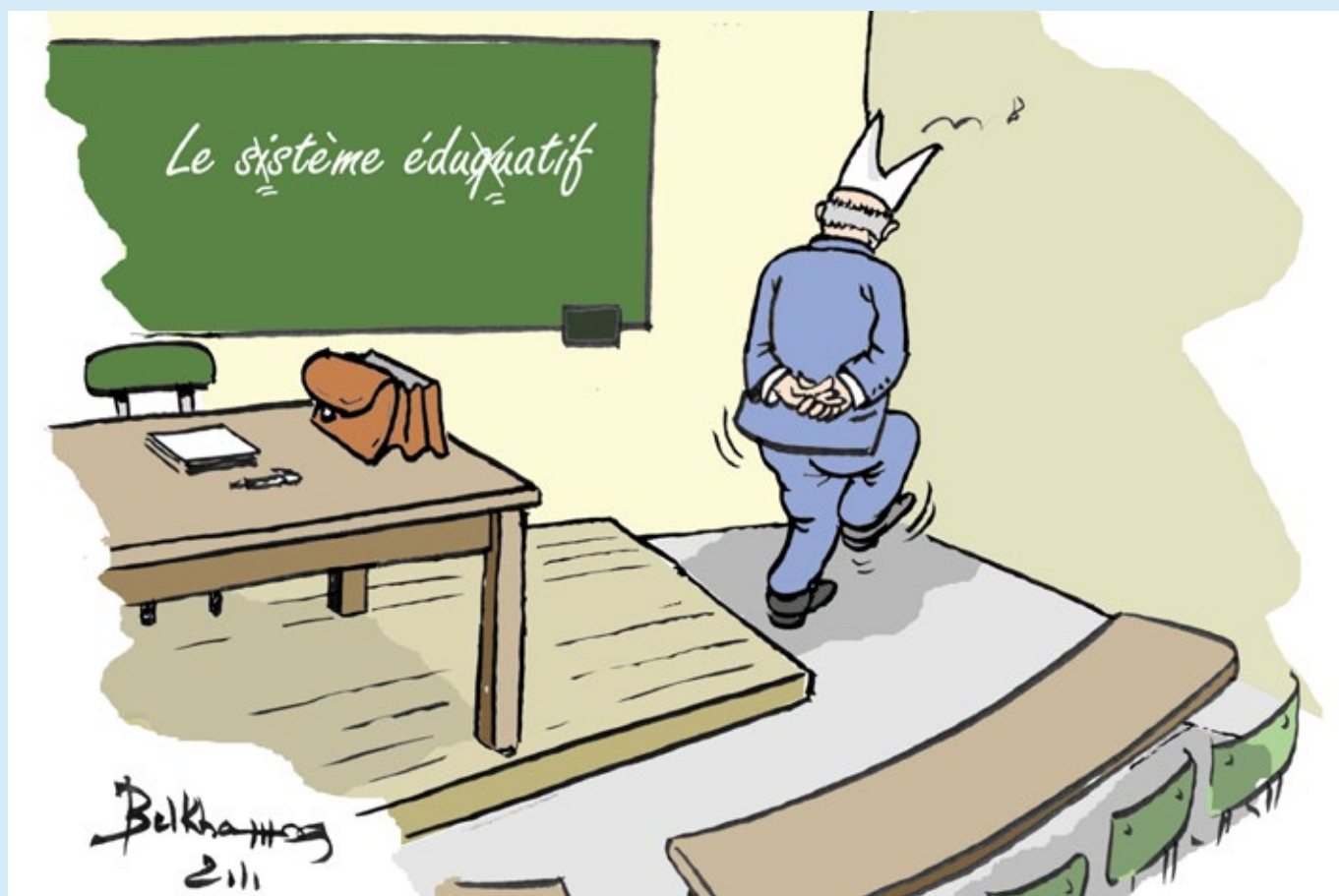
Quel est le secret de la réussite de Dabchy.com ?

A LA UNE INTERVIEW

CONTACT US →

WMC
Lemag

Mieux vaut en rire qu'en pleurer !



«Je n'en croyais pas mes yeux, racontait il y a quelque temps un grand homme d'affaires tunisien, j'étais en mission officielle et mon fils m'avait appelé pour me demander un renseignement, j'ai répondu naturellement "tu peux trouver cette information sur le JORT", il réplique, "je ne sais pas de quoi tu parles papa", mon fils n'avait tout simplement aucune idée sur le Journal officiel de la République Tunisienne alors qu'il était en deuxième année d'université !».

Véridique ! Mais s'il ne s'agissait

que de cela, on penserait que ce n'est pas dramatique et que le papa est trop exigeant, un jeune étudiant ne connaît pas forcément les abréviations du Journal officiel ou même et pour être tolérant, son existence...Par contre, lorsqu'un enseignant trouve plusieurs dizaines d'erreurs de grammaire et de conjugaison dans un manuel scolaire et consacré aux élèves de la 6ème année primaire, là ça devient franchement ahurissant ! Et le pire dans l'histoire, c'est que l'instituteur, gentiment remercié après avoir signalé les erreurs, s'est vu opposé un refus courtois

lorsqu'il a appelé à donner à tous les enseignants un livret où sont signalées les erreurs en question pour éviter que les élèves les apprennent en classe. La réponse était "laissons passer cette année, nous vous promettons que l'année prochaine toutes ces erreurs seront rectifiées...".

Et c'est vrai, pour la rentrée scolaire 2008, l'ouvrage a été corrigé, mais tous ceux qui l'ont étudié en 2007 ont dû apprendre à tolérer et assimiler également ses erreurs.

(WMC - Décembre 2009)

Emprunt obligataire : un outil clé de financement pour entreprises et États



Dans un contexte économique marqué par des besoins croissants de financement, l'emprunt obligataire s'impose comme un mécanisme incontournable, aussi bien pour les entreprises que pour les États. Mais de quoi s'agit-il exactement, et quels en sont les enjeux économiques et stratégiques ?

Qu'est-ce qu'un emprunt obligataire ?

Un emprunt obligataire est une opération par laquelle une entité — entreprise privée, organisme public ou État — lève des fonds auprès d'investisseurs en émettant des titres appelés obligations. En contrepartie, l'émetteur s'engage à verser un intérêt régulier, appelé coupon, et à rembourser le capital à une date prédéterminée. Contrairement aux prêts bancaires, ce mécanisme permet de diversifier les sources de financement et de mobiliser des montants souvent plus élevés.

Pourquoi recourir aux obligations ?

Pour les entreprises, l'emprunt obligataire constitue une alternative au crédit bancaire classique. Il permet de financer des projets de développement, des investissements stratégiques ou des opérations de restructuration. Pour les États, il sert à couvrir les déficits budgétaires, refinancer la dette existante ou soutenir des programmes d'infrastructures. L'avantage majeur réside dans la flexibilité : durée, taux d'intérêt et modalités de remboursement peuvent être adaptés en fonction des besoins et des conditions de marché.

Les obligations et le marché financier

L'émission obligataire se déroule sur les marchés financiers, souvent via une introduction publique ou un placement

privé. Les investisseurs institutionnels — banques, compagnies d'assurance, fonds de pension — y jouent un rôle central, mais les particuliers peuvent aussi y participer. Le taux d'intérêt proposé reflète la perception du risque : plus l'émetteur est jugé risqué, plus le rendement doit être élevé pour attirer les souscripteurs.

Atouts et limites

Parmi les avantages, l'emprunt obligataire offre un accès à des financements de long terme et renforce la crédibilité financière de l'émetteur. Cependant, il comporte aussi des contraintes : obligation de transparence financière, respect des échéances de remboursement et exposition aux fluctuations des marchés. Pour les États, un recours excessif à la dette obligataire peut fragiliser la soutenabilité budgétaire.

Enjeux actuels

Aujourd'hui, les obligations connaissent un regain d'intérêt dans un contexte de transition économique et écologique. Les green bonds (obligations vertes) ou social bonds permettent de financer des projets durables : énergies renouvelables, infrastructures bas carbone, programmes sociaux. Cette tendance illustre le rôle croissant des marchés obligataires comme leviers d'investissement responsable.

En définitive, l'emprunt obligataire reste un pilier du financement moderne : un outil technique, mais essentiel pour comprendre les dynamiques économiques et les choix de gouvernance, tant publics que privés.



Trois actes sur la scène mondiale, en mode Mister W.

Le monde continue de tourner, parfois de travers. Voici ce que j'en retiens cette semaine.

La claque positive

Un deal à 38 milliards : l'IA passe la seconde

Cette semaine, le pacte entre OpenAI et Amazon Web Services (AWS) vaut pas moins de 38 milliards de dollars. Une somme digne d'un budget d'État, investie dans les cerveaux... artificiels. C'est le signe que l'intelligence artificielle n'est plus un gadget de science-fiction mais un levier économique planétaire. L'accord propulse le cloud dans une nouvelle dimension : celle où les serveurs deviennent les neurones de l'économie mondiale.

Pour l'économie mondiale, c'est un signal fort : l'investissement massif en capacités informatiques pourrait catalyser croissance et productivité. Reste à voir si cette manne profitera à tous... ou seulement à ceux qui louent des serveurs au kilo-octet.

Comme le disait Descartes : "Je pense, donc je suis" ; version 2025 : "Je calcule, donc je vau 38 milliards.— Mister W.

Panique à bord

Industries en rade : les usines mondiales ralentissent

Les indicateurs de production virent au rouge pâle : stagnation en Europe, recul en Asie, inquiétude aux États-Unis. Le grand moteur industriel mondial tousse — et les économistes s'écharpent pour savoir si c'est un rhume ou une pneumonie. Pendant que les robots de production s'arrêtent, les robots conversationnels, eux, se multiplient. Ironie de l'époque : l'économie devient immatérielle, mais les boulons manquent toujours à l'appel.

Entre tarifs douaniers, crise énergétique et chaînes d'approvisionnement fragiles, la croissance mondiale titube. Le numérique, lui, tourne à plein régime. Mais à force de produire du code sans acier, on finit par construire des cathédrales... dans le cloud.

Adam Smith aurait parlé de "main invisible" ; aujourd'hui, elle semble plutôt trembler.— Mister W.

L'absurde en action

Puce ultra-performante... interdite à certains pays

Nvidia triomphe : ses nouvelles puces Blackwell font rêver tout le monde. Tout le monde, sauf ceux à qui elles sont interdites. Les États-Unis bloquent les exportations vers la Chine : on innove d'une main, on interdit de l'autre. Résultat : un marché mondial à deux vitesses, où la vitesse de calcul devient un enjeu diplomatique.

L'innovation avance, mais l'accès recule. On voulait une révolution technologique planétaire ; on a surtout un concours de frontières high-tech. À ce rythme, la prochaine guerre froide se jouera à coups de gigaflops.

Adam Smith aurait parlé de "main invisible" ; aujourd'hui, elle semble plutôt trembler.— Mister W.

« La semaine prochaine, on reparlera peut-être d'humains raisonnables... mais ne rêvons pas trop. » MISTER W.

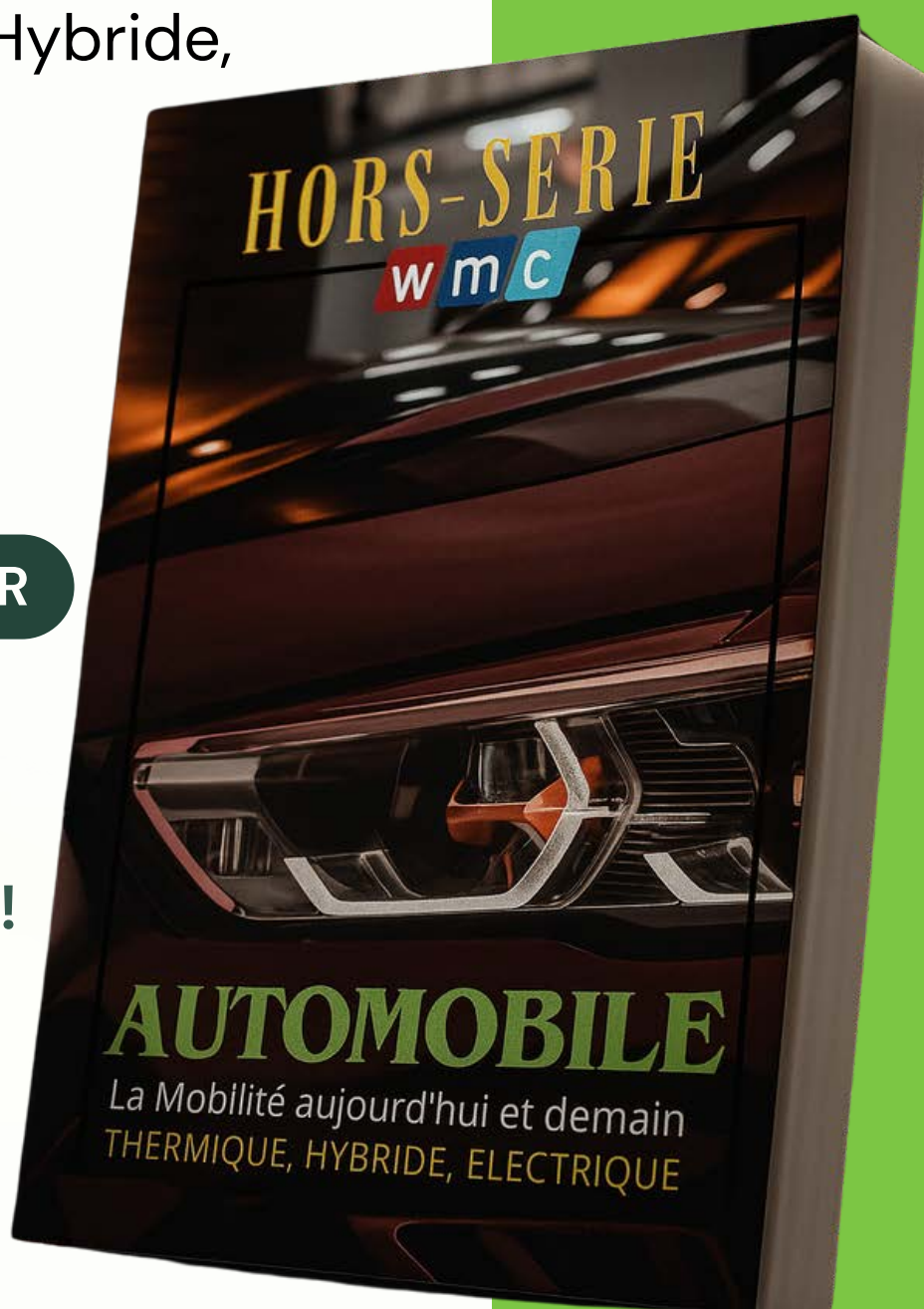
Hors-SERIE Magazine

AUTOMOBILE 2025

Thermique, Hybride,
Electrique

TELECHARGER

marques,
innovations,
chiffres clés !





التجاري بنك
Attijari bank

Croire en vous

إننت أقوى

La force d'une entreprise en pleine croissance réside dans ses partenaires de confiance

Attijari bank est votre soutien inconditionnel à chaque étape de votre voyage entrepreneurial.

À Attijari bank, nous comprenons les défis auxquels toutes les petites et moyennes entreprises sont confrontées. C'est pourquoi nous nous engageons à être là pour vous avec des solutions adaptées et un accompagnement personnalisé. Nous vous offrons des formations gratuites, un réseau solide pour le networking, et surtout, une épaule sur laquelle vous pouvez compter.

www.attijaribank.com.tn